

République Démocratique du Congo - RDC



© International Alert

2014

## Profil du pays en matière d'égalité de genre

Commandé par l'ambassade de Suède en collaboration avec DFID, la délégation de l'Union Européenne et l'ambassade du Canada, à Kinshasa



Rapport produit par :  
**Dr Laura Davis**  
**Paola Fabbri**  
**Ilot Muthaka Alphonse**

## Avant-propos

Dans la dernière évaluation de l'indice sur l'égalité des sexes, la RDC est arrivée au bas de la liste des pays pris en compte dans les enquêtes sur cette problématique ; à savoir la 144<sup>e</sup> place sur 148, juste après le Yémen, l'Afghanistan, le Niger et l'Arabie saoudite. Cet état des choses fait de ce pays l'une des nations du monde où il est très difficile pour les femmes et les filles de vivre dans la dignité. Les inégalités entre les hommes et les femmes existent dans tous les secteurs, que ce soit dans celui de l'enseignement, de la santé ou au niveau de la participation à la vie politique, à celui de l'accès aux ressources (financières, naturelles), l'accès à la justice ainsi qu'au niveau de l'habilitation économique. En dehors du phénomène largement répandu de la violence à l'égard des femmes, les taux de fécondité alarmants, l'accès limité aux services relatifs à la santé génésique et sexuelle et aux droits connexes ainsi que le faible statut social des femmes et des filles assombrissent encore un peu plus le tableau dégradant de ce pays.


L'oppression dont usent les hommes et les femmes en RDC lorsqu'ils jouent leurs rôles dans la société affecte aussi bien les hommes que les garçons en restreignant leurs expressions comportementales et en érigeant des formes de masculinité injustes et répressives en un système idéal. Bien que cette discrimination et cette oppression se manifestent sous différentes formes à différents stades de la vie des femmes, des filles, des garçons et des hommes dans ce pays, tous sont symptomatiques de la même cause ; à savoir l'inégalité sociale institutionnalisée et largement répandue ainsi que le faible statut des femmes et des filles.

L'égalité hommes-femmes est indispensable au développement et à la croissance, mais aussi à la paix et à la stabilité durables. Cela signifie qu'elle doit être placée au centre des plans en faveur du développement et de la paix dès le départ de leur conception, et sans être considérée comme accessoire. Cela signifie également que nous devons passer de la rhétorique sur le genre dans les politiques, plans, stratégies et débats à une mise en œuvre effective et rechercher des résultats concrets. Nous devons trouver de nouvelles approches, être plus proactifs et prévoir des interventions innovantes, si nous voulons réellement combattre les inégalités entre les sexes en RDC. Les femmes et les filles ne sont pas un groupe homogène ayant un seul besoin spécifique. C'est un groupe varié avec des besoins multiples selon l'âge, le statut social, l'appartenance ethnique, le rang et les traditions. Il nécessite donc une réponse qui tienne compte de ces différences et qui s'attaque essentiellement aux causes profondes des inégalités entre les hommes et les femmes.

En 2014, la Suède adoptera sa nouvelle stratégie orientée sur les résultats pour la coopération au développement en RDC. Cette stratégie 2014-2018 a identifié les femmes en tant que premier groupe cible pour la coopération au développement instaurée par la Suède. Par conséquent, afin de comprendre la complexité des inégalités entre hommes et femmes et les différents niveaux de discrimination à l'égard des femmes et des filles en RDC, l'Ambassade de Suède a commandé un profil du pays en matière d'égalité de genre, afin de dresser un état des lieux de

la situation actuelle et de formuler des recommandations concrètes sur la façon d'appliquer la nouvelle stratégie orientée sur les résultats en tenant compte de la dimension de genre. Un groupe de travail a été formé avec le Département britannique du développement international (DFID), l'UE et le Canada, qui ont apporté une contribution importante tout au long du processus. Nous espérons sincèrement que ce profil du pays en matière d'égalité de genre sera utile aux autres partenaires en RDC.

La collecte de données est difficile et les statistiques ne sont pas fiables dans le pays ; toutefois, même en l'absence des chiffres probants, il est évident que ce sont les femmes et les filles qui sont les plus touchées par la pauvreté et les inégalités, extrêmement répandues en RDC. Nous devons tous contribuer à remédier à cette situation. Nous devons exploiter le potentiel de chaque citoyen congolais - femmes, filles, garçons et hommes confondus - et contribuer à l'instauration d'une société dans laquelle ce potentiel peut être traduit en actions afin de changer leur vie. Cela ne sera possible que si la problématique de l'égalité des sexes est bien comprise, correctement traitée et suffisamment financée et si nous faisons tous montre d'un véritable engagement en faveur de cette cause. Alors seulement, la situation des femmes et des filles pourra s'améliorer en RDC.



Annika Ben David  
Ambassadeur de Suède, RDC

*Les opinions exprimées dans la présente étude n'engagent que les consultants et ne coïncident pas nécessairement avec la position officielle de la Suède.*

## Table des matières

Table des figures .....	iv
Abréviations et acronymes.....	iv
Synthèse .....	1
Les obstacles à l'égalité des sexes en RDC: principales conclusions transversales .....	1
Recommandations .....	2
Contexte .....	4
Portée .....	5
Groupes de population cibles .....	6
Objectif .....	6
Portée géographique.....	6
Portée sectorielle .....	6
Méthodologie .....	6
Obstacles et limitations .....	7
1. Genre, Gouvernance et Structures du pouvoir .....	9
1.1 Le «genre» .....	9
1.2 Qui sont les «femmes» et les «filles»?.....	9
1.3 La gouvernance et les structures du pouvoir .....	10
2. Cadre national .....	14
Recommandations .....	17
Recommandations sectorielles .....	17
3. Justice et droits de l'homme .....	19
Recommandations .....	23
4. Situation politique, accès aux services et participation aux processus de paix.....	25
4.1 Participation politique des femmes .....	25
4.2 Électrices .....	26
4.3 Accès aux services .....	27
4.4 Soins de santé.....	27
4.5 Éducation.....	29
4.6 Participation des femmes aux processus de paix .....	31
Recommandations .....	32
5. Situation socio-économique des femmes.....	35
Recommandations .....	38
6. Violence basée sur le genre .....	39
Recommandations .....	42
Conclusions: Défis pour l'égalité des sexes.....	43
Recommandations générales.....	48
Annexe 1: Bibliographie .....	
Annexe 2: Liste d'organisations rencontrées pour des entretiens .....	

## Table des figures

Figure 1: Auteurs de violence sexuelle (ministère de l'égalité des sexes/PNUD)

Figure 2: Victimes de violence sexuelle (BCNUDH)

Figure 3: Candidats élus, élections législatives 2011, provinces cibles

Figure 4: Candidats élus au niveau national, 2011

Figure 5: Pourcentage de grossesses précoces par province cible

Figure 5: Pourcentage de grossesses précoces par province cible

Figure 6: Accès des filles et des garçons à l'enseignement primaire par province cible

Figure 7: Accès des filles et des garçons à l'enseignement secondaire par province cible

Figure 8: Processus décisionnel concernant les revenus des femmes

## Abréviations et acronymes

OSC	Organisation de la Société Civile
DFID	Département du Développement International, Royaume-Uni
RDC	République Démocratique du Congo
EDS-RDC	Enquête Démographique et de Santé - RDC
UE	Union Européenne
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
GLWP	Great Lakes Women's Platform
ONGI	ONG internationale
LGBTIQ	Lesbienne, gay, bisexuel, transgenre, intersexe et queer
MGFE	Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant
ONG	Organisation non Gouvernementale
PARJ	Programme d'Appui à la Réforme de la Justice
VSS	Violence sexuelle et sexiste
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RCSNU	Résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies
BCNUDH	Bureau conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme

## Synthèse

Le présent profil du pays en matière d'égalité de genre a pour objectif de suggérer des moyens par lesquels les bailleurs de fonds peuvent contribuer à améliorer les relations hommes-femmes en République Démocratique du Congo (RDC) en favorisant l'égalité des sexes. Cette synthèse présente les principales conclusions ainsi que des recommandations générales. Des recommandations sectorielles sont incluses dans chaque chapitre, par contre les conclusions et recommandations plus détaillées figurent dans le chapitre 7.

Les obstacles à l'égalité des sexes en RDC: principales conclusions transversales

### 1. Qui sont les «femmes congolaises»?

La définition dominante - explicite ou non - perçoit les femmes comme des mères et/ou des parentes de membres masculins de la famille. Les ressortissants nationaux et internationaux voient rarement les «femmes» comme des êtres à part entière. Il en résulte une incompréhension des différents besoins et attentes des femmes et des filles et, dès lors, l'incapacité à concevoir des programmes et politiques efficaces.

Les programmes nationaux et internationaux perçoivent majoritairement les femmes comme des êtres pauvres et «vulnérables» (c'est-à-dire inactifs) vivant dans des zones rurales. Peu semblent désireux de savoir comment les femmes acquièrent, maintiennent, exercent et perdent le pouvoir. Les acteurs nationaux et internationaux manquent d'esprit critique lorsqu'ils émettent des suppositions et qu'ils construisent leurs perceptions des «femmes», de leurs besoins et de leurs priorités. Le présent rapport identifie les tendances suivantes en termes de perceptions et de suppositions:

#### a. Les femmes sont traitées comme des objets de charité, et non comme des titulaires de droits

Cela alimente la tendance à privilégier les mesures *palliatives* plutôt que les mesures *préventives, à savoir*: améliorer de façon marginale le sort des femmes individuellement, mais ne pas changer le statu quo. Les programmes visant à atténuer la souffrance des femmes se substituent bien souvent aux fonctions essentielles de l'État: un solide engagement politique pourrait entraîner un *changement systémique* permettant aux femmes d'accéder systématiquement aux services auxquelles elles ont *droit*. Les programmes de «lutte» contre la violence sexuelle s'efforcent d'atténuer certaines conséquences de la violence masculine, mais non de la prévenir. Ainsi, les femmes bénéficient de la charité, alors qu'elles devraient être traitées en tant que citoyennes, dont les droits doivent *obligatoirement* être protégés par le gouvernement, en premier lieu, et par la «communauté internationale», de manière indirecte.

#### b. Les femmes sont responsables des inégalités entre les sexes

Le discours sur l'égalité hommes-femmes en RDC tend à rejeter implicitement la faute des inégalités entre les sexes sur les femmes, soit en tant qu'éducatrices des enfants (pérénisant les valeurs morales), soit en raison de leur manque de «solidarité» entre elles, soit en raison de leur «trop grande ignorance» pour faire valoir leurs droits.

#### c. Le lourd fardeau de l'égalité des sexes

Les femmes ont de lourdes charges de travail ainsi que de lourdes responsabilités domestiques et communautaires à assumer ; et elles ne peuvent s'autoriser que peu de repos. Les femmes au pouvoir sont supposées être plus compétentes que leurs homologues masculins, résister à la corruption et faire

preuve de solidarité envers les autres femmes. Les attentes dont les femmes font l'objet sont tout simplement trop élevées: leurs efforts ***ne peuvent qu'être voués à l'échec***.

**d. Les hommes doivent agir**

En dépit du fait que les hommes soient ***au cœur de l'(in)égalité entre les hommes et les femmes***, le discours sur l'égalité des sexes ne fait pas mention d'une quelconque action de leur part. L'action et le pouvoir des hommes à perpétuer ou combattre la discrimination et l'exclusion doivent être reconnus et intégrés dans le discours de l'égalité hommes-femmes.

**2. Absence d'appropriation et de priorisation de la problématique du «genre»**

Les différents acteurs emploient la notion de «genre» différemment et, quoique populaire au sein de leurs sièges, cette notion a fréquemment perdu toute signification le moment de sa mise en œuvre venu. Les politiques nationales sont transmises de Kinshasa dans les provinces sans les capacités requises pour leur mise en œuvre. **Compter les femmes** parmi les participants aux politiques et programmes exécutés est considéré comme une action en faveur de l'égalité des sexes, indépendamment du fait que ces politiques et programmes aient ***changé*** ou non les conditions de vie des femmes ou l'application effective de leurs droits.

**3. Paramètres intégrés: les femmes en tant que mères, comportement approprié**

Bon nombre de programmes sont fondés sur la conception que la femme est une mère et sur des suppositions quant au ***comportement approprié pour une femme***. Les acteurs non étatiques sont indispensables pour la prestation des services. Les normes en matière de genre qu'ils maintiennent par la (non-)fourniture de services sont susceptibles de ***perpétuer la discrimination et l'exclusion***.

**4. Que se passe-t-il? Les statistiques, leur absence et leur utilisation**

Il est difficile d'obtenir des données statistiques fiables en RDC. Et même si elles existent, il est ***difficile de démontrer des changements qualitatifs positifs*** dans la vie des femmes. Pourtant, les bailleurs de fonds, les ministères et les ONG s'appuient sur des chiffres pour montrer les progrès réalisés, et les évaluateurs ont pour mission de mettre en exergue les réalisations, et non d'identifier les problèmes ou les failles. Il en résulte une ***image exagérément optimiste*** qui guide de manière cyclique les processus d'élaboration des politiques et de conception des programmes.

**5. La problématique du «genre» ne se confond pas avec celle de la violence sexuelle**

Réduire la problématique du «genre», voire de la violence sexiste, à celle de la violence sexuelle sape les efforts visant à promouvoir l'égalité des sexes et à mettre un terme à la violence sexuelle perpétrée par les hommes.

**Recommandations**

Les recommandations formulées ci-dessous suggèrent des moyens que les bailleurs de fonds peuvent mettre en œuvre pour contribuer à relever ces défis.

⇒ **Participer à la promotion publique des différents rôles positifs joués par les femmes en RDC**

Les bailleurs de fonds devraient appuyer le débat public mené entre les différents dirigeants concernant les **différents rôles positifs que jouent les femmes et les filles** dans le développement du pays, au sein et au-delà des sphères traditionnelles du comportement jugé approprié pour les femmes.

⇒ **(Re)Concevoir les politiques «d'égalité des sexes» de manière à tenir compte de la femme dans tous ses aspects**



- Le ministère du genre, de la famille et de l'enfant (MGFE), les autres ministères concernés, le groupe de travail thématique sur l'égalité des sexes et les bailleurs de fonds intéressés devraient engager une **discussion stratégique sur la signification concrète de la notion d'égalité des sexes** en RDC.
- Les acteurs internationaux devraient procéder à une **auto-évaluation critique** de leurs programmes. Ceux-ci sont-ils conçus pour contribuer à améliorer l'égalité entre les sexes, c'est-à-dire renforcer le pouvoir des femmes au sein de la nation et de la société, ou sont-ils de nature palliative, c'est-à-dire destinés à améliorer le sort des femmes et des filles tout en maintenant le statu quo? Les politiques tiennent-elles compte de la femme dans tous ses aspects, ou uniquement dans son rôle de mère? Les bailleurs de fonds devraient réexaminer les politiques/programmes **dès la phase de conception** et inclure des **indicateurs nuancés** qui mesurent le **changement** - dont les rechutes -, et **non** des chiffres.

Les bailleurs de fonds devraient recadrer leur soutien aux autorités nationales, aux agences internationales et aux ONG en:

- **augmentant le financement** des programmes qui ont clairement démontré l'amélioration de l'égalité des sexes en renforçant le pouvoir des femmes au sein de la nation et de la société et qui sont dotés d'indicateurs nuancés aptes à mesurer les changements qualitatifs. Ils devraient envisager de cesser tout soutien de nature purement palliative traitant les femmes et les filles comme bénéficiant de la charité;
- **examinant les normes en matière de genre appliquées par les bénéficiaires de l'aide**, en particulier les prestataires de services, afin de s'assurer qu'ils n'entretiennent pas la discrimination ; aussi de procéder à un recensement intelligent des différents acteurs incluant des évaluations qualitatives des objectifs et des résultats;
- **fondant leurs programmes sur des recherches solides** plutôt que sur des suppositions concernant les structures de pouvoir et la façon dont les femmes acquièrent, conservent, exercent et perdent le pouvoir.

#### ⇒ **De l'exclusion à l'intégration**

Les bailleurs de fonds devraient:

- soutenir et surveiller l'intégration des femmes et des «questions de femmes» dans les institutions et la société civile, en contribuant à mettre progressivement fin à la ségrégation et à l'exclusion des femmes et des «questions de femmes» du processus décisionnel;
- soutenir la réflexion, en collaboration avec le MGFE, les acteurs internationaux et les autres ministères, sur la façon d'intégrer l'égalité des sexes à tous les niveaux du gouvernement central, dans un premier temps, et au niveau provincial, par la suite.

#### ⇒ **Établir une distinction entre les «femmes» et les «questions de femmes»**

Les «questions de femmes» sont perçues comme relevant exclusivement de la compétence des femmes, que ce soit dans la société civile ou dans la vie publique. Les bailleurs de fonds devraient impliquer tant les femmes que les hommes dans ces questions et encourager les parties prenantes nationales et internationales à faire de même. À cette fin, ils pourraient aider les autorités et la société civile à définir des priorités politiques en faveur des femmes qui seraient promues par des femmes et des hommes au sein des institutions publiques, et dont la mise en œuvre serait étroitement surveillée.



Ils devraient inciter la société civile à faire participer les hommes au traitement des «questions de femmes» et à encourager toutes les femmes à s'approprier toutes ces questions.

⇒ **«L'égalité des sexes» est politique et systémique, et non technique**

La promotion de l'égalité hommes-femmes requiert des changements systémiques, qui sont de nature politique. Tant que la prestation de services, par exemple, ne fera pas l'objet d'un engagement politique continu à promouvoir les changements systémiques afin que les femmes et les filles puissent accéder de manière systématique aux services auxquels elles ont droit, celles-ci seront traitées comme des « objets de charité », et non comme des titulaires de droits.

⇒ **Prévenir la violence sexuelle**

Les programmes de «lutte» contre la violence sexuelle traitent les conséquences de la violence masculine, mais ne la préviennent pas. Les bailleurs de fonds doivent s'engager par le biais de politiques et de programmes pour garantir que le gouvernement applique des mesures de prévention de la violence sexuelle et de toute autre violation des droits de l'homme perpétrées par des hommes.

⇒ **Exiger l'intervention des hommes**

Les bailleurs de fonds devraient fournir des fonds et un soutien politique aux initiatives qui:

- placent les hommes et le comportement masculin au centre du discours sur le «genre». Elles incluent les efforts visant à responsabiliser les hommes vis-à-vis de leurs familles, notamment en accordant la priorité au budget du ménage, à **promouvoir des modèles masculins positifs** dans la vie publique, dans la communauté et dans la famille, notamment par la participation aux tâches ménagères, et à ce que des hommes obligent d'autres hommes à rendre compte de tout acte discriminatoire, et en particulier tout acte de violence à l'égard de femmes;
- prévoient **l'éducation sexuelle des garçons et des filles**: les garçons doivent assumer la responsabilité de leurs actes. Les garçons et les filles doivent apprendre que les filles sont maîtres de leur propre corps et en disposent comme elles le souhaitent;
- **suppriment les obstacles à la progression de la condition féminine**. L'aide au développement devrait être subordonnée à la mise en place de politiques de recrutement fondées sur le mérite, y compris de programmes d'actions positives intelligentes, et de mécanismes disciplinaires opérationnels pour tous les titulaires de charges publiques.



© International Alert

## Contexte

Le présent profil du pays en matière d'égalité de genre a été commandé par l'Ambassade de Suède à Kinshasa, en collaboration avec le Département Britannique de Développement International (DFID),

### ***L'égalité des sexes***

***implique le respect des droits fondamentaux de chacun, indépendamment de son sexe, de son orientation sexuelle, de son identité de genre, de son appartenance ethnique, de son âge, de son rang, de son handicap ou de sa religion.***

la Délégation de l'Union Européenne et l'Ambassade du Canada à Kinshasa. Les bailleurs de fonds placent l'égalité des sexes et/ou les femmes et les filles au cœur de leur tâche visant à promouvoir et créer les conditions nécessaires pour réduire la pauvreté en République Démocratique du Congo (RDC). L'objectif de cette étude est de fournir aux bailleurs de fonds et à une large communauté, incluant les autorités nationales et les autres internationaux, une évaluation de la situation actuelle des relations de genre en RDC ; dans le but de les améliorer en renforçant l'égalité hommes-femmes. Aux fins du présent rapport, cela signifie ***garantir que les femmes et les filles jouissent de leurs droits humains, sociaux, politiques et civiques.***

Les bailleurs de fonds ont l'intention d'utiliser ce profil du pays en matière d'égalité de genre dans les évaluations, programmations et analyses des interventions en matière de coopération au développement, ainsi que dans le dialogue politique en RDC. Il sera communiqué au gouvernement de la RDC, aux sièges des organisations des bailleurs de fonds, aux agences des Nations Unies, à la société civile (y compris les organisations de femmes et les réseaux d'hommes), aux acteurs internationaux, aux autres bailleurs de fonds bilatéraux et ambassades ainsi qu'aux médias.

En dépit des multiples évaluations et analyses de l'égalité des sexes réalisées au fil des ans en RDC, il manque actuellement un profil du pays, complet et mis à jour, en matière d'égalité de genre (le dernier profil en date est celui de 2009, initié par la Suède). Un tel profil fournit des informations, des données ventilées selon le genre et une analyse au sujet de la situation hommes-femmes dans un contexte spécifique. Il ne constitue donc pas une analyse exhaustive des relations hommes-femmes dans le pays, pas plus qu'il n'évalue ou n'identifie des projets. Il vise plutôt à contribuer à une meilleure compréhension et connaissance des inégalités entre les hommes et les femmes en RDC en recensant les problèmes et les tendances majeurs qui doivent être examinés. Il a pour objectif de stimuler la discussion et de nouvelles recherches ainsi que de contribuer à l'amélioration des politiques et des programmes.

### Portée

La République Démocratique du Congo est un pays vaste et hautement diversifié. Ses diversités ethniques, religieuses et traditionnelles/ culturelles affectent les relations hommes-femmes. Il en va de même pour les différences entre les pauvres et les riches, les milieux urbain et rural, les dominants et les dominés, ainsi que les différents niveaux d'enseignement et les diverses activités économiques. La sécurité varie selon les provinces. Les difficultés de communication contribuent aussi à faire de ce pays une société complexe, gouvernée par de multiples institutions étatiques et sociales/culturelles. Chacun de ces aspects - et d'autres encore - affecte les relations hommes-femmes en RDC. Étant donné que cette mission n'a pas vocation à établir un profil du pays complet en matière d'égalité de genre, la présente section définit la portée du présent profil.

## Groupes de population cibles

Considérer les «femmes» et les «hommes» comme des groupes homogènes pose problème dans n'importe quel contexte, et est particulièrement inapproprié dans un pays aussi diversifié que la RDC - compte tenu des rôles (potentiels) des femmes dans le pays. Le présent rapport part de l'hypothèse que les femmes et les filles jouent des rôles très variés au sein de la nation et de la société congolaises, et que ces rôles ne peuvent être compris que par comparaison aux rôles des hommes ou aux rôles (supposément) attribués aux hommes et aux femmes en «Occident».

## Objectif

Le présent rapport a pour objectif d'analyser la situation actuelle des relations hommes-femmes en RDC afin d'aider les bailleurs de fonds à contribuer à l'amélioration de ces relations en renforçant l'égalité des sexes. Il est crucial, à cette fin, d'analyser qui sont les «femmes» et, dans une moindre mesure, les «filles» en RDC<sup>1</sup> et comment elles sont perçues. Le présent profil analyse l'égalité des sexes et, sur cette base, recommande des moyens de la renforcer en améliorant l'accès des femmes à leurs droits et l'application effective de ces derniers. Il place donc essentiellement l'accent sur les femmes.

## Portée géographique

Le profil combine une évaluation de la situation «nationale» - la façon dont les politiques et institutions nationales et les acteurs internationaux abordent la question de l'égalité des sexes - avec un examen plus ciblé des provinces du Sud-Kivu, de l'Équateur et du Bas-Congo, qui ont été sélectionnées dans le cahier des charges et qui ont également été examinées dans le profil de 2009. Les structures et initiatives régionales majeures sont également brièvement abordées.

## Portée sectorielle

Suivant le cahier des charges, l'étude se focalise sur deux séries de sujets transversales, à savoir la gouvernance, les structures du pouvoir et le genre (chapître 1) et le cadre national (chapître 2). Les chapitres suivants portent sur les secteurs de la justice et des droits de l'homme (chapître 3), la situation politique et l'accès aux services (chapître 4), la situation socioéconomique (chapître 5) et la violence sexiste (chapître 6). Le rapport se termine par l'identification des défis et obstacles à l'égalité des sexes en RDC et la présentation des conclusions et recommandations (chapître 7).

## Méthodologie

Trois consultants ont été recrutés pour une durée de 85 jours afin d'effectuer des recherches et de rédiger le présent rapport et la brochure qui l'accompagne. L'équipe était composé de quatre congolais et deux expatriés, dont quatre femmes et deux hommes. La première phase du projet a consisté en des recherches documentaires, incluant l'identification et l'analyse des rapports et données existants (voir la bibliographie à l'annexe 1). Ce profil mis à jour s'inspire du précédent élaboré en 2009, et n'en est pas une duplication. Grâce à l'analyse de la documentation, l'équipe a établi un cadre de recherche pour guider les travaux de terrain. En avril 2014, ses membres ont mené des travaux de terrain dans leurs provinces respectives à l'aide de divers entretiens auprès d'informateurs clés issus des autorités nationales, dont le MGFE, des représentants d'organisations et de bailleurs de fonds internationaux, des organisations de la société civile nationales et internationales et des groupes de discussion. Les groupes de discussion étaient composés soit uniquement de femmes (Bas-Congo, Équateur, Kinshasa),

---

<sup>1</sup> Différentes compréhensions des termes «femmes» et «filles» sont examinées au chapitre 1.

soit uniquement d'hommes (Équateur), soit d'hommes et de femmes (Équateur, Kinshasa). L'équipe s'est rendue dans des chefs-lieux provinciaux, des villes et des villages ruraux et à Kinshasa: Bukavu (Sud-Kivu); Mbandaka, Bikoro, Lolanga Mampoko, Itipo, Bokolo Mwanke (Équateur); Kisantu, Madimba, Mbanza-Ngungu (Bas-Congo). À Kinshasa, faute de temps, les recherches se sont principalement focalisées sur les acteurs inter/nationaux (le MGFE, les agences des Nations Unies, les bailleurs de fonds et les agences pour le développement bilatéraux et les ONG nationales et internationales) plutôt que sur les habitants de la ville. Les limites des données statistiques sont correctement documentées tout au long du rapport. Dans la mesure du possible, les données collectées ont été triangulées. Paola Fabbri et Ilot Muthaka Alphonse ont contribué dans les recherches menées au Sud-Kivu et à l'Équateur. Laura Davis a ensuite analysé ces données recoltées dans leur intégralité et a rédigé le présent rapport.

### Obstacles et limitations

Les principaux obstacles rencontrés par l'équipe sont la courte durée du projet, à laquelle s'ajoute le calendrier des travaux de terrain (les congés de Pâques et du 1<sup>er</sup> mai ont affecté la disponibilité de certains informateurs clés), les difficultés de déplacement en RDC et, dans certains cas, l'accessibilité des données et des documents. Le grand nombre d'acteurs travaillant, ou affirmant travailler, sur les questions de genre a aussi posé gravement problème au niveau de la méthodologie à appliquer dans le délai imparti pour l'exécution du projet.

La portée du projet est limitée en termes de délais, de zone géographique et de groupes de population ciblés. Il n'est pas destiné - comme mentionné dès le départ - à la réalisation d'une étude exhaustive des relations hommes-femmes, mais plutôt à l'identification des tendances et problèmes à combattre pour promouvoir l'égalité des sexes.

Carte des sites visités



## 1. Genre, Gouvernance et Structures du pouvoir

Dans ce premier chapitre, il sera question du «genre», de la gouvernance et des structures du pouvoir, thèmes qui sont traités tout au long du rapport et sont abordés de différentes manières dans les chapitres suivants.

### 1.1 Le «genre»

Les entretiens menés et les groupes de discussion consultés aux fins de cette étude ont démontré une forte résistance au terme «genre» et l'absence de définition commune de ce terme. Le langage qui a trait au «genre» semble être utilisé pour évoquer tout ce qui peut concerner les femmes, l'accent étant rarement mis sur les relations hommes-femmes, élément essentiel de la notion de «genre» dans son acception courante. Les projets relatifs au «genre» concernent effectivement les femmes et les filles, mais ne contribuent pas nécessairement de manière positive à l'autonomisation des femmes et dès lors à l'égalité des sexes.

En dépit de l'attention accordée par l'hémisphère nord aux droits et à la participation des femmes dans l'hémisphère sud et de la priorité apparemment accordée au «genre» par les sièges des différentes organisations et agences internationales, organisations bilatérales et ONG, la compréhension de la thématique du «genre» par ces organismes et leur investissement dans cette problématique semblent varier largement sur le terrain. La problématique du «genre» est souvent considérée comme impliquant la mesure du nombre de femmes/filles participant aux programmes ou activités ou qui en bénéficient, et non la surveillance des évolutions en termes de pouvoir, d'accès aux services, de conditions socioéconomiques, des femmes et des filles etc. Elle est également souvent confondue, dans les esprits et le langage, avec la «violence sexuelle», une tendance qui ne peut que contrecarrer les efforts visant à mettre un terme à la violence sexuelle et à promouvoir l'égalité des sexes. Enfin, elle est monnayable: citer les mots en vogue, ou même mentionner l'intention de travailler sur des programmes en relation avec cette thématique, est un moyen pour les bailleurs de fonds et les autres agences internationales, les gouvernements et ministères nationaux et le secteur des ONG de lever des fonds et de susciter l'attention, sans pour autant posséder nécessairement les compétences et capacités requises<sup>2</sup>. Cette situation est exacerbée par le manque de suivi ou de surveillance des résultats des politiques ou programmes en matière de «genre» au-delà des données numériques qui, comme nous le verrons tout au long de ce rapport, sont extrêmement problématiques s'agissant de comprendre la notion d'égalité des sexes.

### 1.2 Qui sont les «femmes» et les «filles»?

Les «femmes» sont majoritairement définies, par elles-mêmes et les autres, comme étant mariées et ayant des enfants (les femmes adultes qui n'ont jamais été mariées, par exemple, font l'objet de suspicions/critiques). Pour de nombreuses personnes interrogées, il est crucial que les femmes (c'est-à-dire les mères) soient responsables du bien-être matériel, physique et moral de leur famille. En d'autres termes, une «femme» se définit par ses fonctions reproductrices et familiales, plutôt qu'en tant qu'être humain à part entière. Ces caractéristiques la distinguent par exemple des filles, qui vivent

---

<sup>2</sup> Observations sur le terrain. Voir aussi Maria Eriksson Baaz et Maria Stern (2013) *Sexual Violence as Weapon of War? Perceptions, Prescriptions, Problems in the Congo and Beyond*, Zed Books en collaboration avec le Nordiska Afrikainstitutet.

avec leur famille d'origine<sup>3</sup>. Le niveau d'études, la richesse et le degré d'urbanisation semblent aussi influencer la façon dont la «femme» est perçue dans les différentes provinces du pays. Certains répondants de la province de l'Équateur ont également fait remarquer que le statut social d'une femme n'est pas clairement défini, du fait qu'elle peut être une fille, une épouse et une mère tout à la fois. Cette perception contraste avec la définition fournie par les répondants issus principalement des organisations et agences internationales, qui définissent généralement la femme comme un être de sexe féminin de plus de dix-huit ans. Cette interprétation plus juridique de la féminité devrait, en principe, permettre une compréhension élargie de la notion de «femme», qui aille au-delà de sa fonction reproductrice, mais cela ne semble généralement pas être le cas.

Les différentes interprétations de ce que sont les femmes et les filles appliquées à travers le pays et au sein des différentes agences et organisations coexistent difficilement parmi les secteurs et régions considérés dans la présente étude. Cette coexistence d'interprétations de la notion de «femme» et plus encore de celle de «fille» est rarement reconnue ou résolue. Outre les problèmes de communication que cela engendre, des définitions multiples et potentiellement contradictoires posent problème tant dans la pratique que pour l'élaboration des politiques. Par exemple, dans le Sud-Kivu, le phénomène des filles associées à des groupes armés est considéré par les organismes internationaux comme un problème relevant de la protection des enfants, tandis que selon les coutumes et la culture locales, ces mineures sont considérées comme des épouses et, sont donc des «femmes». Dans le Bas-Congo, nous avons constaté une tendance similaire concernant les filles-mères, (ainsi appelées) car leur statut de mère en fait des femmes même si elles sont loin d'avoir atteint l'âge de la majorité et vivent généralement encore avec leur famille d'origine.

Le manque de clarté entre ces différentes définitions a pour effet d'empêcher une compréhension nuancée des besoins variés des femmes et des filles, même lorsque la volonté pour ce faire est présente. En conséquence, la compréhension générale des différents aspects et problèmes liés aux groupes d'âge ne semblait pas particulièrement élaborée. Ce problème est accentué par le fait que très peu d'acteurs externes s'entretiennent directement avec les «femmes» et les «filles» ou y ont directement accès; il y a presque toujours au moins un intermédiaire. La grande majorité des femmes congolaises sont, d'après les statistiques, des femmes pauvres vivant en milieu rural/semi-rural<sup>4</sup>. Très peu de recherches ont été menées sur le pouvoir dont jouissent les femmes aisées et éduquées des milieux urbains, qui elles, représentent généralement les «femmes congolaises» et les opinions et intérêts de celles pauvres et vivant dans des zones rurales.

### 1.3 La gouvernance et les structures du pouvoir

Les Congolais se gouvernent par un ensemble complexe de relations de pouvoir mises en œuvre par l'intermédiaire des institutions étatiques, en l'absence d'institutions, ou en opposition avec elles<sup>5</sup>. Il semblerait que ces systèmes patrimoniaux (ou néo-patrimoniaux) excluent les femmes<sup>6</sup>. Toutefois, ces institutions étatiques exercent manifestement un pouvoir étant donné que les femmes interrogées dans le cadre de la présente étude étaient, dans l'ensemble, désireuses d'acquérir un certain pouvoir en leur sein, tandis que les hommes sont généralement réticents à le céder. Une bonne compréhension

<sup>3</sup> Réunions des groupes de discussion avec des femmes et des hommes de la province de l'Équateur et des femmes du Bas-Congo, de Kinshasa et du Sud-Kivu.

<sup>4</sup> Le Congo se classe à la 186<sup>e</sup> place selon l'indice de développement humain du PNUD, avec un indice d'inégalité de genre de 0,681, <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/COD>.

<sup>5</sup> Jérôme Gouzou, Maria Eriksson-Baaz et Anna-Maria Olsson, *Gender Country Profile: the Democratic Republic of Congo*, 2009, Stockholm: Indeevelop-IPM.

<sup>6</sup> Voir l'aperçu du profil 2009, *ibid*.



des relations de pouvoir qui existent entre les Congolais est la clé de la compréhension des relations hommes-femmes (et de bien d'autres choses encore). Mais, il est fait un constat de ce peu de recherches ont traités de ce sujet. Les politiques et programmes conçus par des acteurs externes semblent plutôt élaborer des hypothèses sur, ou ne pas remettre en question, le pouvoir détenu par les institutions étatiques et non étatiques, ainsi que par certains acteurs. L'accès au pouvoir est déterminé par des facteurs qui affectent les femmes et les hommes tels que l'identité, la fortune, l'éducation et les relations personnelles<sup>7</sup>. Ces facteurs sont considérés comme des obstacles à la participation des femmes en général (il est à noter qu'ils excluent également de nombreux hommes). Les hypothèses relatives au pouvoir exercé par les institutions étatiques et l'accès des femmes à ce pouvoir et son exercice sont à la base de bon nombre d'interventions, en particulier celles qui encouragent la participation politique.

Il est important de reconnaître la diversité des normes et pratiques culturelles dans les différentes provinces de la RDC, les différences entre milieu urbain et milieu rural, riches et pauvres, personnes éduquées et non éduquées. Outre l'État, les institutions culturelles et religieuses influencent fortement le comportement des citoyens<sup>8</sup>. En RDC, les églises, pour la plupart chrétiennes, peuvent être particulièrement conservatrices au niveau des normes régissant les relations hommes-femmes. Le système de gouvernance traditionnel reste entre les mains des hommes. Bien que les femmes, en particulier dans les zones rurales, soient généralement exclues du processus coutumier de sélection des dirigeants, ce n'est pas toujours le cas ; dans le Sud-Kivu, par exemple, sur les 24 chefs traditionnels ou chefs de chefferie, deux sont des femmes. Il faudrait noter les chefs traditionnels jouent un rôle majeur dans le partage des terres et la résolution des conflits, des aspects qui sont aussi importants pour les femmes.

Les organisations de la société civile ont la possibilité de contribuer dans une large mesure à la promotion de la participation des femmes à la vie publique. Elles peuvent fournir aux femmes (et aux hommes) un accès direct aux institutions étatiques aux niveaux national et provincial, comme c'est le cas, par exemple, dans le Sud-Kivu. Cette politique du tourniquet qui existe entre la société civile et les institutions étatiques a, au fil du temps, affaibli la société civile<sup>9</sup>. Celle-ci influence le processus d'élaboration des politiques davantage par du militantisme que par la consultation, étant donné que les autorités nationales et les acteurs internationaux la consultent rarement. Il convient toutefois de noter les différentes forces des mouvements de la société civile à travers le pays ; alors que Kinshasa et le Sud-Kivu ont une société civile dynamique active dans le domaine des «questions de genre», dû peut-être à une forte présence internationale, la mobilisation des OSC au sujet des questions de genre dans la province de l'Équateur est un phénomène récent<sup>10</sup> et il n'existe pas encore de défenseurs des questions de genre dans une grande partie de la province<sup>11</sup>. Néanmoins, plusieurs divisions provinciales affirment impliquer les femmes dans leur processus décisionnel et de mise en œuvre des programmes. Selon les répondants, et en particulier la division du genre, les femmes sont toujours associées à la conception des politiques ou programmes dans les domaines qui affectent leurs droits, leurs pouvoirs, l'éducation, la participation politique et la promotion sociale de manière générale<sup>12</sup>, mais le degré effectif d'implication reste peu clair.

<sup>7</sup> Groupes de discussion, Bas-Congo, Kinshasa.

<sup>8</sup> Voir le profil 2009, *ibid*.

<sup>9</sup> Laura Davis, «Power shared and justice shelved: the Democratic Republic of Congo», in *The International Journal of Human Rights*, vol. 17 n° 2, février 2013.

<sup>10</sup> Entretiens à la division de la justice, Équateur.

<sup>11</sup> Entretiens au service du genre, Bikoro, Équateur.

<sup>12</sup> Entretiens avec les chefs des divisions provinciales du genre et des affaires sociales, Équateur.

La participation des femmes de la société civile aux niveaux national et provincial a majoritairement eu lieu via les associations de femmes. Cela a sans nul doute été nécessaire pour l'émergence de femmes activistes et a aidé les femmes à améliorer leurs conditions de vie dans de nombreuses provinces du pays grâce à une assistance et un soutien directs. Les femmes du Bas-Congo indiquent la façon dont leurs rôles dans la vie quotidienne ont changé au cours de leur vie; elles s'expriment en public et revendiquent leurs droits. Cette évolution n'a apparemment guère de rapport avec l'assistance extérieure, mais est due à l'émancipation des femmes congolaises depuis la dernière partie de l'ère Mobutu, bon nombre d'entre elles ayant courageusement bravé familles et voisins dans leur lutte<sup>13</sup>. Le temps est peut-être venu de réfléchir sur la durabilité à long terme de l'approche d'un mouvement de femmes totalement distinct car celle-ci risque de perpétuer l'exclusion des femmes des véritables sphères décisionnelles au sein et en dehors de la société civile. Par exemple, dans le secteur agricole de la province de l'Équateur, le secteur économique le plus important de la province, les femmes siègent au sein de certains organes décisionnels de syndicats d'agriculteurs, mais leur influence sur les processus de programmation et décisionnel reste faible, comparée à celle de leurs homologues masculins<sup>14</sup>.

Les organisations internationales, qu'il s'agisse du système des Nations unies, des agences bilatérales ou des ONG internationales, possèdent un large pouvoir décisionnel au sein de l'État et de la société congolais, en particulier, mais pas seulement, au travers de la prestation de services. Certains acteurs internationaux sont ouverts à l'influence des associations de femmes, en particulier sur les «questions de genre». Par exemple, les agences des Nations Unies et les bailleurs de fonds bilatéraux organisent régulièrement des consultations<sup>15</sup>. Compte tenu de la présence et du poids des associations de femmes, en particulier dans des provinces du pays telles que Kinshasa et le Sud-Kivu, où la présence internationale est très forte, une bonne compréhension de la manière dont ces associations influencent ces acteurs devrait aider à comprendre comment s'exercent la gouvernance et la participation en RDC, tel qu'évoqué dans les lignes précédentes.

L'un des grands défis reste la mise en pratique des politiques et programmes après leur adoption: les entretiens réalisés dans la province de l'Équateur ont révélé une nette différence entre le discours des représentants publics et celui des femmes et hommes «ordinaires» qui ont participé aux consultations menées sur le terrain. Les représentants publics semblent dire que le gouvernement se préoccupe des besoins des femmes et en tient compte dans ses politiques, tandis que les citoyens ont généralement tendance à penser que les dirigeants ne font rien pour prendre acte des priorités identifiées par les femmes et les promouvoir.

Une tendance dominante dans la promotion de la participation des femmes à la gouvernance et de l'exercice du pouvoir par celles-ci est l'hypothèse, voire l'exigence, selon laquelle une fois dans le système, les femmes doivent promouvoir les questions de «genre» et les autres femmes. Les personnes interrogées à Kinshasa, dans le Sud-Kivu et dans le Bas-Congo étaient d'avis que les femmes titulaires de fonctions publiques ne pouvaient qu'offrir un soutien limité à la promotion des questions de femmes en raison du fait qu'elles font partie d'un mécanisme bureaucratique et disposent de pouvoirs limités<sup>16</sup>.

<sup>13</sup> Groupes de discussion, entretiens, Bas-Congo.

<sup>14</sup> Fonds international de développement agricole (FIDA), République Démocratique Congo: Programme de Relance Agricole dans la Province de l'Équateur (PRAPE). Rapport de supervision, Rome: FIDA, Division Afrique de l'Ouest et du Centre, 2013.

<sup>15</sup> Entretiens, Kinshasa, Sud-Kivu. Voir aussi le rôle de la société civile dans les consultations, dans les différentes sections du présent rapport.

<sup>16</sup> Groupes de discussion, Bas-Congo, Kinshasa et Sud-Kivu.

Il ressort également clairement des entretiens avec des acteurs congolais et étrangers que les attentes envers les femmes au pouvoir, et peut-être plus particulièrement envers celles qui défendent l'égalité hommes-femmes, sont immenses. Ces femmes sont censées voir en elles tout d'abord leur féminité plutôt que les autres aspects de leur identité qui les ont probablement aidées à se hisser au pouvoir, faire davantage montre de solidarité envers les femmes qu'envers leurs autres relations, et promouvoir spécifiquement les «questions de femmes».

Les femmes et les hommes présument que les femmes sont honnêtes face à la corruption généralisée et s'attendent à ce qu'elles le soient. La «compétence» est un terme fortement connoté du point de vue du genre: les femmes qui occupent un poste doivent démontrer leur compétence, ce qui n'est pas le cas pour leurs homologues masculins<sup>17</sup>. Les acteurs internationaux relaient ces exigences, qui placent la barre à un niveau impossible à atteindre pour les femmes concernées, particulièrement en raison des disparités qui existent entre les hommes et les femmes dans l'accès à l'éducation. «Nous encourageons les femmes à participer à nos programmes», a expliqué un représentant pour l'égalité des sexes, avant d'ajouter «tant qu'elles le méritent, naturellement». Il sous-entendait clairement que les hommes méritent de participer<sup>18</sup>. Questionnée sur ce point, une répondante du Bas-Congo a déclaré en riant: «Regardez autour de vous!». «Les hommes qui ont dirigé ce pays *ont-ils l'air* compétents?»<sup>19</sup> a-t-elle dit.

---

<sup>17</sup> Observations des groupes de discussion, Kinshasa, Bas-Congo, et entretiens, Kinshasa.

<sup>18</sup> Entretien, représentant pour l'égalité des sexes d'une ambassade occidentale, Kinshasa.

<sup>19</sup> Réunion des groupes de discussion, Bas-Congo, avril 2014.

## 2. Cadre national

Le présent chapitre examine les politiques, stratégies et initiatives nationales existantes qui constituent le cadre national du genre<sup>20</sup>.

La Constitution évoque spécifiquement les droits des femmes aux articles 5, 14 et 15. L'article 14 établit le principe de la parité homme-femme dans les institutions publiques. Le projet de loi sur la parité a été adopté par l'assemblée et le sénat, mais la Cour suprême (faisant office de Cour constitutionnelle, car celle-ci n'a pas encore été instituée) a décrété que ses dispositions concernant des quotas de 30 % étaient anticonstitutionnelles. Le projet de loi est actuellement en cours de révision, et les activistes espèrent qu'un projet révisé ne contenant aucun quota sera adopté au cours du premier semestre de 2014.

Une autre importante législation qu'il convient de relever est le code de la famille de 1981. Il contient un grand nombre d'éléments hautement discriminatoires, dont l'obligation pour les femmes d'obtenir l'autorisation maritale pour acquérir des terres, ouvrir un compte bancaire, voyager ou accepter un emploi. Bon nombre d'aspects du code ont été supplantés par des législations plus récentes (le droit du travail, par exemple), cependant sa révision n'a pas encore été programmée et il est fort probable qu'elle conserve la définition du mari en tant que chef de famille, ce qui a des répercussions négatives significatives pour les femmes.

La loi électorale pourrait avoir des conséquences importantes pour les femmes lors des élections prévues au cours des prochaines années, notamment sur le statut des candidats indépendants, les quotas éventuels de femmes candidates ou élues, etc.<sup>21</sup> Elle est aussi l'occasion de vérifier l'aptitude des candidats qui se présentent aux élections: en novembre 2011, le chef de milice Maï Maï Cheka Ntabo Ntaberi s'est porté candidat aux élections législatives nationales dans la circonscription de Walikale en dépit du fait qu'un mandat d'arrêt avait été délivré à son encontre en raison des atrocités, dont 387 cas de viol, commises dans cette circonscription l'année précédente<sup>22</sup>. Les hommes accusés de crimes tels que des viols collectifs ne sont assurément pas des candidats adéquats à l'exercice d'une fonction publique.

Le MGFE dirige actuellement les efforts menés pour réviser la politique nationale sur l'égalité des sexes et la stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre (SNVBG), y compris par l'extension de la portée de cette dernière au-delà de la partie orientale du pays. L'existence de deux stratégies distinctes reflète la façon dont la problématique du genre, la violence sexuelle et la violence sexiste sont perçues, notamment la tendance à considérer la violence sexuelle et sexiste comme étant uniquement liée au conflit de l'est du pays, et non comme un problème d'envergure nationale. Une stratégie nationale de lutte contre la violence sexuelle et sexiste devrait dans l'idéal s'inscrire dans le cadre d'une stratégie plus vaste sur le genre traitant des rôles, responsabilités, droits et pouvoirs des femmes, des hommes, des garçons et des filles.

<sup>20</sup> Ce chapitre présente des informations actualisées du profil de 2009, à l'exception du code de la famille, compte tenu de son importance. L'accord-cadre pour la paix et la sécurité dans la région des Grands Lacs est examiné au chapitre 4.

<sup>21</sup> La question des femmes et des élections est examinée au chapitre 4 ci-dessous.

<sup>22</sup> Human Rights Watch, «RD Congo : Il faut arrêter le candidat recherché pour viols de masse», 2 novembre 2011, <http://www.hrw.org/fr/news/2011/11/02/rd-congo-il-faut-arr-ter-le-candidat-recherch-pour-viols-de-masse>.

Le ministère du genre, de la famille et de l'enfant est le point focal des acteurs nationaux et internationaux (bailleurs de fonds, organisations non gouvernementales - ONG, et organisations et agences internationales) travaillant sur les questions de genre. Le groupe thématique Genre et ses sous-groupes permettent d'assurer la coordination des bailleurs de fonds. Une analyse organisationnelle et institutionnelle du ministère réalisée en 2013 a révélé que celui-ci ne disposait pas des capacités requises pour mettre en œuvre son mandat et que les plates-formes de coordination étaient davantage utilisées pour l'échange d'informations ou la planification d'événements tels que la Journée internationale de la femme<sup>23</sup>. Les entretiens avec les représentants des bailleurs de fonds et les agences internationales l'ont confirmé et ont permis de constater que le ministère servait de canal pour l'acheminement de l'aide des bailleurs, mais n'avait pas le pouvoir mobilisateur nécessaire pour promouvoir son programme auprès des autres ministères<sup>24</sup>. Sur un plan plus stratégique, il semble que peu d'attention soit accordée à l'intérêt d'établir un ministère distinct pour le genre, même doté de la capacité institutionnelle requise, comme stratégie efficace pour promouvoir l'égalité des sexes au sein du gouvernement. Les programmes sectoriels conçus en collaboration avec d'autres ministères peinent à trouver des homologues intéressés, compétents ou disponibles pour s'engager dans la programmation fondée sur le genre, ce qui traduit un manque d'appropriation nationale<sup>25</sup>. Les représentants pour l'égalité des sexes existent dans chaque ministère, mais ces ressources sont sous-utilisées et manquent de capacité concernant les questions de genre.

Au niveau provincial, les représentants pour l'égalité des sexes ont été mis en place pour soutenir la politique nationale en matière d'égalité des sexes. Ils représentent la division du genre à tous les niveaux de l'administration. Des comités chargés des questions de genre sont également présents, notamment dans le Sud-Kivu, à l'échelle des quartiers à Bukavu. Un groupe thématique provincial Genre a également été créé afin de recenser les lacunes dans le secteur. Ce modèle devrait être reproduit dans toutes les provinces. Certaines personnes interrogées dans le Sud-Kivu estimaient que les politiques gouvernementales étaient conçues selon une approche descendante, ce qui limite l'efficacité de leur application au niveau provincial. Il apparaît que la compréhension et, partant, l'application efficace des politiques tendent à se dissiper lorsqu'elles passent du gouvernement central au niveau provincial, des structures gouvernementales aux organisations de la société civile et, finalement, au grand public.

Tout en reconnaissant que le processus d'élaboration des politiques a fort évolué au cours de ces dernières années, les représentants publics de la province de l'Équateur insistent sur le fait que le manque d'effectifs au sein des services de promotion de l'égalité des sexes et le manque de ressources pour l'évaluation des besoins, l'établissement d'inventaires, la collecte de données et d'autres tâches cruciales similaires compliquent la mise en œuvre des politiques et stratégies nationales<sup>26</sup>. La division du genre, par exemple, dépend de partenaires externes pour le déploiement de ses activités dans toute la province. En raison de la présence moins marquée des organisations non gouvernementales internationales (ONGI) et des Nations Unies dans la province depuis 2013<sup>27</sup> et en dépit du «budget tenant compte de la dimension de genre» de décembre 2013, la division a de plus en plus du mal à

<sup>23</sup> Délégation de l'Union européenne, *Appui au Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant en RDC. Étude d'analyse organisationnelle et institutionnelle. Contrat n° 2012/301648. Rapport final avril 2013.*

<sup>24</sup> Entretiens, représentants d'organisations et d'agences internationales, Kinshasa.

<sup>25</sup> Entretiens, personnel de la programmation sectorielle, Kinshasa.

<sup>26</sup> Entretiens avec le chef de la division provinciale du genre et avec des groupes de femmes, Équateur.

<sup>27</sup> Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), par exemple, a fermé son bureau provincial en 2011 dans le cadre d'un processus de restructuration de sa présence dans le pays.

mener à bien sa mission. Pour le second semestre 2013, par exemple, le budget de la division s'élevait à 1 000 000 CDF (soit environ 1 000 USD)<sup>28</sup>.

Néanmoins, la division a été en mesure d'organiser et de gérer une Maison de la femme, un centre de ressources multifonctionnel destiné à mobiliser et à doter en capacités les personnes et groupes de femmes dans le cadre de diverses activités contribuant à améliorer le statut des femmes. Ces activités incluent notamment d'aider les filles en âge scolaire à acquérir les compétences de base dans la vie quotidienne, la formation des ménagères aux questions importantes de gestion et d'entretien d'un foyer, la gestion d'un jardin communautaire et un atelier de couture. La Maison de la femme dispense également des formations aux femmes entrepreneurs, telles que les *mamans malewa*, qui tiennent de petits restaurants.

La politique nationale sur l'égalité des sexes, la stratégie nationale de lutte contre la violence sexuelle et sexiste et le plan national pour l'application de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sont des politiques plus connues dans le Sud-Kivu que dans l'Équateur. Cependant, la connaissance de ces politiques est loin d'être homogène. Par exemple, la majorité des répondants dans le Sud-Kivu connaissaient les politiques de base mentionnées dans la politique nationale sur l'égalité des sexes et la stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre (SNVBG), mais ne connaissaient pas précisément les plans d'action pour la mise en œuvre de ces politiques. Dans la province de l'Équateur, les principaux instruments de promotion des droits de la femme et politiques de promotion de l'égalité des sexes restent très peu connus du grand public dans la province; de nombreuses autorités locales au niveau des districts ou villages admettent même n'avoir jamais entendu parler de la résolution 1325, de la politique sur l'égalité des sexes, du plan d'action pour l'application de la résolution 1325 ou de toute autre stratégie similaire<sup>29</sup>. Cela semble dénoter un manque de communication et d'éducation des citoyens au sujet des stratégies nationales et internationales relatives au genre, ainsi qu'un manque de dialogue avec la société civile. Cela semble aussi indiquer qu'il n'y a pas de réelle prise en charge de la question, que les directives adressées aux agents de la fonction publique au niveau local n'incluent aucune considération de genre ou ne sont pas appliquées, en dépit des engagements pris par le gouvernement. Ces constatations tendent par ailleurs à indiquer qu'en dehors de Kinshasa, la problématique du «genre» est placée plus haut à l'agenda (politique) dans l'est du pays, où la question de la violence sexuelle bénéficie d'une attention inter/nationale considérable, bien que les «questions de genre» soient tout aussi importantes dans les autres provinces du pays.

Dans le Sud-Kivu, l'attention des autorités et des organisations de la société civile semblait centrée sur le plan national pour l'application de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui prévoit la mise en œuvre de toutes sortes d'actions par les OSC, le gouvernement et les partenaires. Bon nombre d'OSC disent mener des activités au titre de ce plan d'action, que ce soit dans le cadre de leur propre mandat ou d'un financement de divers bailleurs de fonds<sup>30</sup>. De nombreuses organisations mènent des activités similaires, qui ne sont pas coordonnées par une organisation ni ne s'inscrivent dans le cadre d'un plan unifié. À Bukavu, plusieurs groupes de coordination existent, mais il n'y a pas de coordination systématique et structurée des activités entre ces différents acteurs<sup>31</sup>. La division du genre a récemment instauré un comité de pilotage pour coordonner les activités du gouvernement dans le cadre du plan, dont celles de plusieurs acteurs parmi lesquels figure la société civile. Il est

<sup>28</sup> Entretiens à la division du genre, Équateur.

<sup>29</sup> Entretiens avec divers chefs de division et avec des agents de la fonction publique aux niveaux du district et du territoire, Équateur.

<sup>30</sup> Cela fait référence au problème de définition des acteurs du «genre», décrit au chapitre 1.

<sup>31</sup> Un répondant a déclaré que les réunions de coordination ressemblaient à des échanges entre amis sur leurs activités respectives.

également prévu d'établir des comités de pilotage locaux; d'autres éléments du plan d'action doivent par ailleurs être mis en œuvre ultérieurement, mais aucune échéance n'a été fixée.

## Recommandations

Les bailleurs de fonds devraient soutenir le MGFE dans:

- la révision et la mise à jour de ses feuilles de route et plans d'action pour les stratégies et politiques pertinentes afin d'inclure une répartition claire des tâches (aux niveaux provincial et central, entre les ministères, divisions et agences compétents), accompagnée d'une dotation appropriée et de points de référence (c'est-à-dire des résultats/produits livrables spécifiques).
- Chaque année, les ministères provinciaux en charge des questions de genre devraient rendre compte de la mise en œuvre des politiques et plans nationaux par rapport à des résultats/livrables spécifiques.
- Les organisations de la société civile devraient également rendre compte des résultats obtenus au sein des mécanismes de coordination appropriés, faire pression sur le ministère pour qu'il apporte certaines améliorations spécifiques et surveiller leur mise en œuvre.
- Au fil du temps, le processus de mise à jour des feuilles de route et des plans d'action devrait être plus inclusif et impliquer les ministères provinciaux, les divisions techniques et les organisations de la société civile.

### *Potentiels indicateurs de succès*

- Une révision/mise à jour de la feuille de route de la politique nationale sur l'égalité des sexes, indiquant concrètement les résultats à atteindre et les responsabilités à assumer.
- Un document de suivi annuel sur les résultats/produits livrables obtenus, identifiant les domaines dans lesquels les progrès sont difficiles, est produit par la division du genre au niveau provincial.
- Un document recensant toutes les activités menées par les organisations de la société civile et les autres acteurs est produit chaque année par la division du genre.
- Les ministères provinciaux intègrent leurs priorités dans la révision des politiques nationales.

## Recommandations sectorielles

### *Législation attendue*

- Ainsi qu'il est mentionné dans le précédent profil du pays en matière d'égalité de genre, il est urgent de réviser le **code de la famille** afin de supprimer les dispositions qui consacrent une discrimination à l'égard des femmes.
- La **loi sur la parité** pourrait être adoptée au cours de la présente législature, ce qui serait un point positif. Les bailleurs de fonds devraient être prêts à fournir au ministère du genre une assistance politique et technique pour sa mise en œuvre, et soutenir la société civile dans le contrôle de sa mise en œuvre.
- La **loi électorale**, dont certaines parties peuvent dépendre de la loi sur la parité. Le projet de loi devrait être soigneusement analysé du point de vue du genre. L'adoption et la mise en



œuvre de la loi, ainsi que sa connaissance et sa compréhension par le grand public, devraient constituer une priorité pour les bailleurs de fonds internationaux<sup>32</sup>.



© International Alert

---

<sup>32</sup> Voir le chapitre 4.

### 3. Justice et droits de l'homme

L'accès à la justice demeure un problème pour les femmes et les hommes en RDC, en particulier pour les populations défavorisées en dehors des zones urbaines. Cette situation est due à plusieurs facteurs, tels que le coût élevé des procédures judiciaires, la généralisation de la corruption, la méconnaissance des textes juridiques, le nombre insuffisant de cours et de tribunaux, et un manque de personnel, en particulier dans les zones isolées. Il y a un manque général de confiance dans le système judiciaire, qui est perçu comme favorisant les riches et les puissants. Une formation limitée des juges, des procureurs et des avocats concernant les droits des femmes<sup>33</sup> et la discrimination présentent de nouveaux obstacles pour l'accès des femmes à la justice. Dans certains cas, les magistrats et les juges n'ont pas connaissance des lois nationales ou des obligations internationales, ou ne les appliquent tout simplement pas; par exemple, la loi de 2006 sur les violences sexuelles est largement (mal) interprétée dans le pays et appliquée de manière incohérente<sup>34</sup>. Le Code de la famille stipule qu'une femme doit obtenir la permission de son mari pour accéder aux institutions judiciaires<sup>35</sup>, bien que ces obligations puissent être négligées<sup>36</sup>. Dans d'autres cas, la tradition et la culture sont des obstacles à la quête de la justice. Par exemple, une femme a le droit de poursuivre son mari en justice, mais ce droit n'est généralement pas accepté dans la culture traditionnelle. Lorsqu'un homme contrôle les dépenses du ménage, une femme peut ne pas avoir les moyens de se rendre au tribunal ou de payer les frais et pots-de-vin nécessaires. Étant seule responsable de la garde des enfants, elle peut ne pas pouvoir prendre de dispositions pour qu'une autre femme prenne soin des enfants de la famille en son absence<sup>37</sup>. Les femmes peuvent également être moins informées de leurs droits et, dès lors, ne peuvent les revendiquer<sup>38</sup>.

Les répondants de toutes nos provinces cibles ont constamment identifié les activités économiques et les droits économiques des femmes comme des priorités essentielles celles-ci. Les problèmes et la discrimination auxquels les femmes sont confrontés pour la possession de biens, l'ouverture de comptes bancaires et l'accès à la terre sont énormes. Même lorsque la loi offre un minimum de protection au statut socio-économique précaire des femmes, celui-ci peut être sapé par les pratiques traditionnelles. La succession, par exemple, est une question cruciale pour les veuves. Selon la loi, les femmes ont le droit d'hériter tant que le mariage a été légalement enregistré, mais la tradition veut que les hommes héritent. Dans certains cas, ce déni peut atteindre des extrêmes: les veuves n'ont parfois pas même la possibilité de garder leurs vêtements quand leur mari décède<sup>39</sup>. De nombreux mariages ne sont pas légalement enregistrés, pour diverses raisons, l'une des plus importantes étant les coûts (officiels et non officiels) liés à l'enregistrement<sup>40</sup>. Les répondants des différentes provinces ont déclaré que les femmes ne sont pas en mesure de revendiquer leur héritage car elles n'ont pas connaissance de leurs droits juridiques et, au Sud-Kivu, de nombreuses organisations font la promotion de projets d'éducation juridique et de formation aux droits fondamentaux des femmes.

Le domaine des droits autour duquel il y a le plus de rhétorique est indéniablement celui de la justice

<sup>33</sup> CEDAW /C/COD/CO/6-7, Observations finales sur les sixième et septième rapports périodiques combinés de la République Démocratique du Congo.

<sup>34</sup> Entretien, Kinshasa.

<sup>35</sup> Articles 448 et suivants du code de la famille, confirmé lors des entretiens menés à Bukavu, Kinshasa.

<sup>36</sup> Entretiens, Kinshasa.

<sup>37</sup> Groupe de discussion, Bas-Congo; entretiens Kinshasa.

<sup>38</sup> Groupes de discussion Bas-Congo, Sud-Kivu.

<sup>39</sup> Groupes de discussion, Bas-Congo.

<sup>40</sup> Entretien, Kinshasa.

en cas de violences sexuelles. Les victimes de violences sexuelles sont essentiellement des femmes, suivies des enfants. 99 % des auteurs sont des hommes<sup>41</sup>, dont l'écrasante majorité est âgée de plus de 18 ans<sup>42</sup>. Les violences sexuelles sont alors des violences commises par les hommes principalement contre les femmes et les enfants, et des violences commises par des hommes contre certains hommes. Le cadre juridique pénalisant les violences sexuelles en RDC est bien connu. En résumé, il combine la législation nationale, telle que la loi de 2006 contre les violences sexuelles, et un éventail d'obligations internationales, dont la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le Statut de Rome de la Cour pénale internationale (même si la législation concomitante de mise en œuvre n'a pas encore été adoptée) et les résolutions 1325+ du Conseil des Nations Unies<sup>43</sup>.

Figure 1: Auteurs de violences sexuelles (Ministère du genre/PNUD)



Source: République Démocratique du Congo, Ministère de la Famille et de l'Enfant, 2013, p.20

Le Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme (BCNUDH) a indiqué, en avril 2014, que les incidents de violences sexuelles perpétrés entre 2010 et fin 2013 restent «extrêmement graves en raison de leur ampleur, de leur nature systématique et du nombre de victimes»<sup>44</sup>.

Le rapport du BCNUDH ne présente pas une vue d'ensemble complète des incidents de violences sexuelles: il n'inclut pas les violences sexuelles commises par les civils dans les zones sans conflit, par exemple. Les violences sexuelles ne se limitent pas aux zones touchées par les conflits à l'Est. À l'Est, des civils se livrent à des violences sexuelles, pas seulement les membres des forces de sécurité et des groupes armés. L'enquête internationale sur les hommes et l'égalité entre les sexes, menée au Nord-Kivu, a constaté que «plus de la moitié de l'ensemble des femmes ont déclaré être exposées à une certaine forme de violences sexuelles, dont la majorité hors des zones de conflit»<sup>45</sup>. L'âge des victimes

<sup>41</sup> République Démocratique du Congo, Ministère de la Famille et de l'Enfant, 2013, *Ampleur des violences sexuelles en RDC et actions de lutte contre le phénomène de 2011 à 2012*, p. 20.

<sup>42</sup> République Démocratique du Congo, Ministère de la Famille et de l'Enfant, 2013, *ibid.*, p. 21.

<sup>43</sup> Voir Profil 2009, et une analyse plus détaillée du Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme (BCNUDH) en République Démocratique du Congo, 2014, *Progress and obstacles in the fight against impunity for sexual violence in the Democratic Republic of the Congo*.

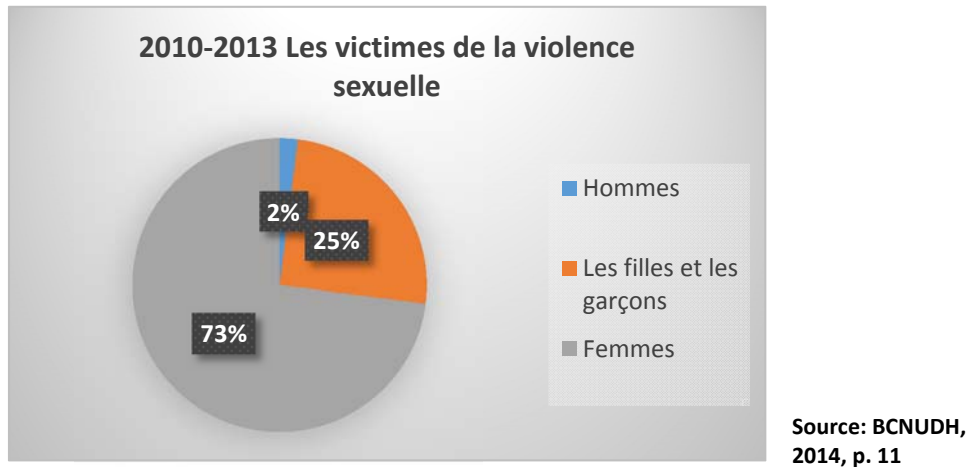
<sup>44</sup> BCNUDH, 2014, *ibid.*, p.3

<sup>45</sup> Sonke Gender Justice Network 2012, *Gender Relations, Sexual Violence and the Effects of conflict on Women and Men in North Kivu: Eastern Democratic Republic of Congo: Preliminary Results from the International of Men and Gender Equality Survey (IMAGES)*, p. 8.

[http://www.genderjustice.org.za/index.php?option=com\\_docman&task=doc\\_download&gid=101471&Itemid=153](http://www.genderjustice.org.za/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=101471&Itemid=153).

est sensiblement plus bas à l'Ouest qu'à l'Est<sup>46</sup>.

**Figure 2: Victimes de violences sexuelles (BCNUDH)**



La difficulté à mener avec succès une enquête sur les violences sexuelles est illustrée par le procès de Minova. En 2012, jusqu'à 1 000 femmes et filles ont été violées lorsque l'armée est entrée à Minova. En mai 2014, seuls deux soldats sur les 39 accusés ont été jugés coupables de viol en tant que crime de guerre. Tous les officiers ont été acquittés. Le rapport du BCNUDH – antérieur au verdict dans l'affaire Minova – relève que bien qu'il y ait eu certains progrès dans les poursuites contre les auteurs de violences sexuelles, la plupart des cas ne font pas l'objet d'une enquête ou ne sont même pas signalés. Les victimes redoutent des représailles et une stigmatisation de la part de la famille et de la communauté, une situation qui a empiré en raison des «efforts limités de certaines autorités congolaises pour poursuivre de tels crimes», associés aux capacités limitées et à la corruption<sup>47</sup>.

Un accès limité à la justice et un manque de confiance dans le système judiciaire formel contribuent au recours permanent aux systèmes de médiation (ou de justice) traditionnels, y compris pour les cas de violences sexuelles. Ces arrangements à l'amiable entraînent généralement un dédommagement plus faible que ce que la victime aurait obtenu s'il y avait eu une procédure judiciaire normale et qui, dans bien des cas, sera versé à un proche parent de sexe masculin de la victime plutôt qu'à elle-même. Les partisans de ce genre de pratiques alternatives estiment que cela «prévient les conflits étant donné que le gouvernement encourage l'impunité»<sup>48</sup> et d'autres soulignent le fait que même si la victime obtient réparation au tribunal, cette réparation est rarement payée. Les victimes et leurs parents peuvent également prendre les choses en mains, renforçant la «justice populaire» et les conflits sociaux<sup>49</sup>.

Le besoin pressant de mettre un terme à l'impunité pour les violences sexuelles est largement reconnu. La nécessité de lutter contre l'impunité pour d'autres violations est également cruciale, mais plus généralement négligée. La tactique pour y parvenir pourrait cependant avoir l'effet inverse. Il existe une préoccupation croissante parmi les partisans des droits de l'homme et de l'état de droit face au

<sup>46</sup> République Démocratique du Congo, Ministère de la Famille et de l'Enfant, 2013, *ibid.*, p. 21.

<sup>47</sup> BCNUDH, 2014, *ibid.*, p. 3; voir également Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Ministère de la Justice 2011, *Un an de monitoring judiciaire sur l'application des lois sur les violences sexuelles à l'Est de la RDC, quel bilan pour l'année 2010? Rapport annuel de monitoring judiciaire des cas de violences sexuelles Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri*.

<sup>48</sup> Réunion du groupe de discussion avec les hommes, Bikoro, Équateur

<sup>49</sup> Entretien avec la division provinciale des droits de l'homme, Équateur.

manque apparent de régularité de procédure dans le traitement des allégations de violences sexuelles, notamment en ce qui concerne les conseils et la représentation juridiques disponibles pour les défenseurs (l'«égalité des armes» est un principe de base de l'état de droit)<sup>50</sup>. Il est certain que l'assistance internationale des bailleurs de fonds et des ONG semble favoriser l'accusation plutôt que la défense. Étant donné que les allégations selon lesquelles les accusations de viol constituent une stratégie de revanche sont courantes<sup>51</sup>, des normes plus faibles d'application régulière de la loi pourraient bien entraîner une réaction brutale et accroître l'impunité pour les violences sexuelles ainsi que l'atteinte à l'état de droit de façon plus générale. Pour lutter contre cela, il sera important de renforcer les compétences des parquets en matière de poursuite impartiale contre les délits sexuels.

Certains répondants avaient le sentiment qu'un plus grand nombre de magistrates, d'avocates et de femmes exerçant une profession juridique seraient plus réactives en traitant les plaintes déposées par des femmes et mieux placées pour suivre des affaires liées aux violences sexuelles<sup>52</sup>. Une étude récente a conclu que les magistrates sont plus susceptibles d'appliquer la loi dans les cas de violences sexuelles que leurs homologues masculins (dont un certain nombre accusaient gratuitement leurs consœurs d'agir de manière émotionnelle et de punir trop sévèrement les auteurs de violences sexuelles)<sup>53</sup>.

Par ailleurs, il existe une pénurie générale de magistrats en RDC, ce qui contribue à la faiblesse de l'état de droit. Il y a actuellement environ 3 600 magistrats (dont 589, soit 16 %, sont des femmes), alors qu'environ 5 000 seraient nécessaires pour assurer le bon fonctionnement du système judiciaire et peut-être pas moins de 10 000 pour satisfaire aux normes internationales<sup>54</sup>. Au Sud-Kivu, il y a 10 juges de sexe féminin et 118 juges de sexe masculin, et aucun juge de sexe féminin en Équateur. Au Sud-Kivu, le nombre de femmes augmente lorsqu'il s'agit des auxiliaires: à ce niveau, il y a 17 juristes de sexe féminin contre 170 auxiliaires de justice masculins; et 35 défenseurs judiciaires de sexe féminin contre 150 de sexe masculin. Il n'y a pas de juristes de sexe féminin exerçant dans les juridictions militaires que ce soit en Équateur ou au Sud-Kivu. La réforme du système judiciaire offre une opportunité de renforcer la représentation des femmes dans la magistrature. Malgré les barrières culturelles à la participation des femmes, y compris une réticence à s'exprimer en public, les magistrats de sexe masculin, et la plupart - mais pas l'ensemble - des défenseurs semblent accepter les magistrates. Toutefois, vu le récent déclin des normes éducatives, qui a exercé un profond impact sur la magistrature en général, il existe un besoin urgent de former les étudiants d'aujourd'hui (masculins et féminins) de façon adéquate pour l'entrée dans la profession<sup>55</sup>. Un effort supplémentaire pourrait également s'avérer nécessaire pour encourager les femmes diplômées en droit à embrasser leur profession.

La future Commission nationale des droits de l'homme est chargée de contrôler le respect des droits des personnes et des groupes vulnérables, en particulier ceux des femmes, et la mise en œuvre des obligations internationales relatives au droit de l'homme par la RDC<sup>56</sup>. À l'heure de la rédaction du présent rapport, la composition de la Commission, y compris la façon dont les femmes seraient représentées, n'était toujours pas claire. La participation des femmes à la Commission sera

<sup>50</sup> PNUD et Ministère de la Justice, 2011, *ibid.*; entretien, Kinshasa.

<sup>51</sup> Entretiens, Kinshasa; groupes de discussion du Bas-Congo, Sud-Kivu.

<sup>52</sup> Groupes de discussion, Bas-Congo, Sud-Kivu.

<sup>53</sup> Programme d'Appui à la Réforme de la Justice (PARJ), 2014, *Étude sur la féminisation de la magistrature en République Démocratique du Congo, ou comment définir une politique de parité dans la magistrature*.

<sup>54</sup> PARJ 2014 *ibid.* p. 9.

<sup>55</sup> PARJ 2014 *ibid.*

<sup>56</sup> Observatoire de la parité, [http://www.observatoiredelaparite.org/spip/spip.php?article80&id\\_rubrique=57](http://www.observatoiredelaparite.org/spip/spip.php?article80&id_rubrique=57)

importante; le contrôle des travaux de la Commission afin de s'assurer qu'elle traite de façon adéquate tous les droits fondamentaux des femmes et des filles le sera probablement plus encore<sup>57</sup>.

## Recommandations

La réforme de l'état de droit est importante pour les femmes de façon générale, étant donné que l'état de droit peut supprimer les pratiques discriminatoires qui les empêchent d'accéder à la terre, de réclamer leur héritage et de jouir autrement de leurs droits. Les bailleurs de fonds devraient dès lors:

- veiller à ce que la réforme de l'état de droit demeure une priorité;
- continuer à soutenir les réponses judiciaires aux violences sexuelles, en soulignant l'importance d'une procédure équitable;
- soutenir les projets en matière de justice, qui visent également d'autres violations affectant les femmes, telles que la violation de leurs droits économiques, et veiller à ce que les femmes puissent avoir accès à la justice pour la série de violations qu'elles subissent;
- s'engager à soutenir la programmation de la réforme de l'état de droit avec un engagement politique global afin de tenir pour responsables les auteurs d'abus;
- soutenir la professionnalisation du secteur judiciaire et, dans ce cadre, promouvoir une féminisation de la magistrature, au moyen de réseaux de soutien pour les juristes de sexe féminin, par exemple;
- plaider pour que le gouvernement démontre son engagement en faveur de l'égalité, y compris lorsque les nouvelles juridictions, telles que la Cour constitutionnelle, seront établies, en veillant à ce que du personnel compétent soit nommé auprès des tribunaux, dont un bon nombre de femmes. De même, il devrait y avoir une représentation adéquate de femmes au sein de la Commission nationale des droits de l'homme;
- chercher à remédier au déséquilibre entre le soutien des bailleurs de fonds pour la santé génésique de la femme et ses droits génésiques, qui sont largement ignorés, au moyen d'un soutien aux campagnes de vulgarisation et d'éducation pour les femmes en général et les prestataires de soins de santé;
- contrôler directement (et indirectement par un soutien aux projets de la société civile) la mesure dans laquelle la Commission nationale des droits de l'homme prévue encourage et contrôle l'exercice par les femmes et les filles de tous leurs droits fondamentaux dans tous ses travaux. La mesure dans laquelle la Commission y parvient clairement doit constituer une condition fondamentale pour le soutien des bailleurs de fonds à la Commission elle-même et à ses projets.

---

<sup>57</sup> Entretien, Kinshasa; groupes de discussion, Kinshasa.



© International Alert



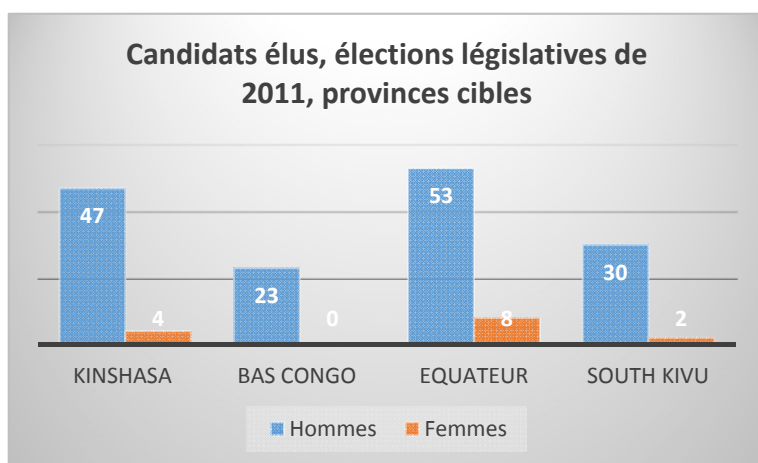
## 4. Situation politique, accès aux services et participation aux processus de paix

La participation des femmes à la gouvernance, de façon plus générale, a été discutée au chapitre 1. Le présent chapitre examine la façon dont les femmes participent sur le plan politique, en particulier aux élections. Étant donné le calendrier électoral, cet examen est particulièrement pertinent. Ce chapitre traite ensuite de la façon dont les femmes ont accès aux services de base, limités, dans le présent rapport, à la santé et à l'éducation. Enfin, ce chapitre décrit brièvement le rôle des femmes dans les processus de paix à ce jour.

### 4.1 Participation politique des femmes

Il est généralement admis que la participation politique des femmes en RDC est faible, tant en termes de vote des femmes que de candidature aux élections. Le tableau ci-dessous présente le nombre de candidats masculins et féminins aux élections législatives de 2011 dans les provinces cibles du présent rapport et au niveau national. Le Bas-Congo n'a élu aucune femme. Les raisons données à la faible participation politique des femmes sont communes aux provinces cibles du présent profil du pays en matière d'égalité de genre. Elles incluent des normes et croyances traditionnelles et culturelles, un manque d'éducation et de ressources financières ainsi que de soutien de la part des structures de pouvoir<sup>58</sup>. Les préoccupations relatives à la faible participation des femmes ont amené le président Kabila à suggérer la possibilité d'ajouter un siège supplémentaire pour lequel seules les femmes pourraient concourir dans les districts électoraux de trois sièges ou plus, lors de futures élections<sup>59</sup>.

Figure 3: Candidats élus, élections législatives de 2011, provinces cibles

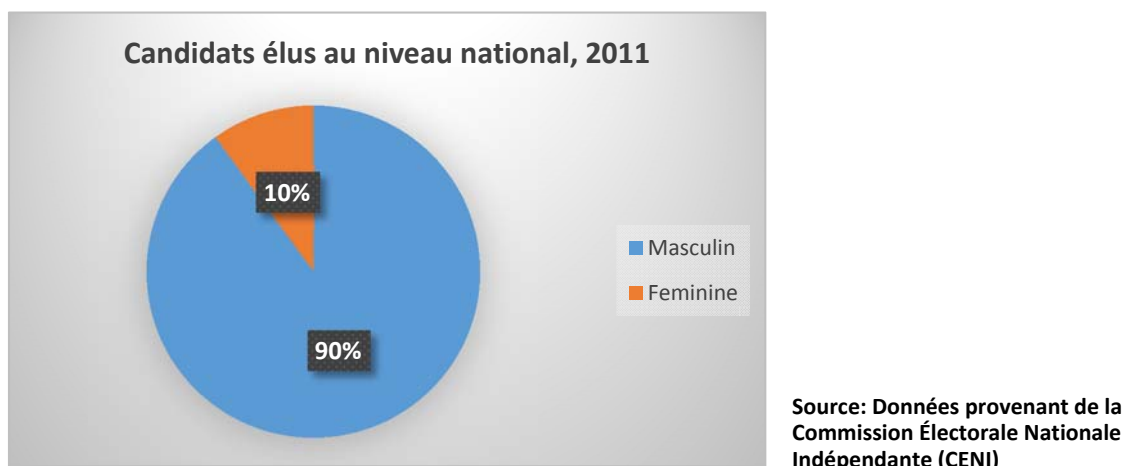


Source: Données provenant de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI)

<sup>58</sup> Voir également certains rapports tels que ceux de Catherine Odimba, Paul Robain Namegabe et Julienne Baseke Nzabandora, 2012, *La participation des femmes dans les processus de paix et la prise de décision politique en République Démocratique du Congo*, International Alert.

<sup>59</sup> Discours du président Joseph Kabila devant le Congrès du 23.10.2013.

Figure 4: Candidats élus au niveau national, 2011



#### 4.2 Électrices

Une grande partie du discours relatif à la participation politique des femmes tourne autour du nombre de femmes comprises sur les listes électorales, du nombre de femmes élues aux assemblées ou nommées au gouvernement ou aux structures traditionnelles. Les données numériques sont souvent utilisées en tant que principal indicateur de la participation des femmes en politique et du progrès en faveur de l'égalité des sexes. Toutefois, le crédit accordé aux données numériques n'apporte guère d'informations sur le pouvoir détenu par les femmes au sein de ces institutions.

Lorsque les femmes ont effectivement voté, quatre facteurs principaux ressortent des discussions indiquant que les informateurs clés ont été les déterminants majeurs du choix du candidat. Il s'agit, par ordre d'importance, de la nécessité impérieuse de composer avec les choix du mari, des incitations matérielles, des capacités perçues des candidats (peut-être davantage en zones urbaines qu'en zones rurales, et davantage parmi les femmes instruites) et de l'identification aux candidats<sup>60</sup>. Les barrières culturelles persistent, les répondants décrivant les politiciennes comme n'étant plus «féminines», comme étant devenues «à moitié homme»<sup>61</sup> ou comme des «femmes faciles»<sup>62</sup>. Les répondants attendent des femmes qu'elles fassent preuve de solidarité naturelle entre elles et sont déçus lorsque ce n'est pas le cas. «Ce sont les hommes qui votent pour les femmes puisque les femmes se détestent», «la jalousie des femmes est naturelle» ont commenté certains participants dans les groupes de discussion des hommes<sup>63</sup>.

Les répondants suggèrent que l'éducation civique et électorale pour les femmes et un financement dédié, visant à soutenir des candidates éligibles, pourraient renforcer la participation des femmes à la vie publique, y compris le vote et la candidature. Le gouvernement et ses partenaires de développement sont perçus comme étant les principaux responsables de la création d'incitations économiques et du soutien pour la participation des femmes aux processus électoraux<sup>64</sup>. Les répondants avaient également le sentiment que la division du genre et les OSC, y compris les partis

<sup>60</sup> Groupes de discussion et entretiens en Équateur, au Bas-Congo et à Kinshasa.

<sup>61</sup> Réunions de groupes de discussion avec des groupes d'hommes et avec des femmes, entretiens avec des organisations de la société civile, Équateur.

<sup>62</sup> Réunions de groupes de discussion, entretiens, Bas-Congo.

<sup>63</sup> Réunions de groupes de discussion avec des groupes d'homme, Bikoro.

<sup>64</sup> Réunions de groupes de discussion, Sud-Kivu.

politiques, ont un grand rôle à jouer en mobilisant et en éduquant les femmes en vue d'une plus grande implication politique et civique<sup>65</sup>.

Élément important, les répondants ne discutent pas de la politique, de l'agenda ou des manifestes des partis mais se concentrent sur la personne. Les associations de femmes font de même, mentionnant la nécessité de soutenir les femmes parce que ce sont des femmes<sup>66</sup>. Cela reflète un besoin urgent de réformer les parties politiques et l'environnement politique, y compris, mais en aucune façon de manière exhaustive, le nombre de femmes sur la liste. Une culture démocratique de la politique plutôt que de la personne serait susceptible de bénéficier aux femmes (en tant que candidates); introduire la possibilité de tenir les politiciens pour responsables des promesses électorales et des manifestes pourrait améliorer le traitement des «questions de genre».

#### 4.3 Accès aux services

Il existe des disparités importantes dans l'accès aux services de base entre les provinces, ainsi qu'au sein des provinces, entre les populations urbaines et rurales. Les zones urbaines sont généralement le centre d'attention de la prestation de services, y compris lorsqu'il s'agit de l'accès aux informations vitales et à l'enseignement<sup>67</sup>. Les zones rurales étant le lieu où résident les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables (y compris les autochtones), la configuration actuelle de la prestation de services bénéficie aux nantis plutôt qu'aux démunis. L'Équateur, par exemple, présente le taux le plus élevé de pauvreté monétaire de la RDC (92,6 % vivant avec moins de 1 USD par jour en 2006)<sup>68</sup>. En l'absence de soutien gouvernemental, d'aide humanitaire ou au développement, ses habitants ont des difficultés pour accéder aux services (de qualité). Dans ce contexte, l'accès des femmes aux services est généralement plus faible que celui des hommes étant donné que ces derniers ont le contrôle quasi exclusif des ressources financières du ménage et de la prise de décision. Par exemple, les chefs de ménage préfèrent investir dans l'éducation des garçons car elle est plus prometteuse en termes de futurs bénéfices financiers (étant donné que les femmes ne contrôlent pas les finances), perpétuant ainsi la marginalisation des filles et des femmes, ces dernières n'étant pas socialement perçues comme de bons «investissements»<sup>69</sup>.

#### 4.4 Soins de santé

Bien que les femmes aient davantage recours aux établissements sanitaires que les hommes, elles souffrent d'une moins bonne santé. La santé des femmes pâtit du contrôle des hommes sur le corps des femmes, du manque de liberté de ces dernières pour se déplacer (par exemple pour accéder aux établissements sanitaires) et accéder aux ressources (par exemple pour payer les soins médicaux)<sup>70</sup>, y compris à la nourriture, étant donné que les femmes et les filles sont souvent les dernières à manger. Les professionnelles de la santé à Kisantu ont confirmé cette conclusion et estimaient que le travail physique excessif, par rapport aux hommes, et la fatigue de naissances multiples affaiblissaient gravement la santé des femmes. Elles ont également relevé que les hommes étaient mieux soignés à

<sup>65</sup> Entretiens avec des chefs de divisions provinciales et réunions de groupes de discussion avec des femmes dans divers villages.

<sup>66</sup> Groupe de discussion avec des femmes politiques, Kinshasa.

<sup>67</sup> Entretien avec l'UNICEF.

<sup>68</sup> République Démocratique du Congo/Province de l'Équateur, Document de Stratégie de la Croissance et de la Réduction de la Pauvreté, 2006.

<sup>69</sup> Entretiens avec des hommes et des femmes dans plusieurs villages, Équateur.

<sup>70</sup> Fodié Maguiraga, Luisa Ryan, Isabelle Turcotte et Lombardo, Bridget. 2012. *A Gender Analysis in the DRC*. Integrated Health Project.

domicile (par leurs épouses) avant l'hospitalisation et arrivaient généralement à l'hôpital en meilleure santé que les femmes. Elles ont également noté que lorsque les femmes délaissaient leurs autres tâches pour prendre soin de leurs maris hospitalisés, elles étaient généralement livrées à elles-mêmes<sup>71</sup>. Comme dans d'autres secteurs, lorsque les familles ont de maigres ressources, elles tendent à donner la priorité aux garçons par rapport aux filles. Traditionnellement, les hommes contrôlent le budget familial et, dans certains cas, les femmes doivent demander à leur mari la permission d'accéder aux services de santé<sup>72</sup>.

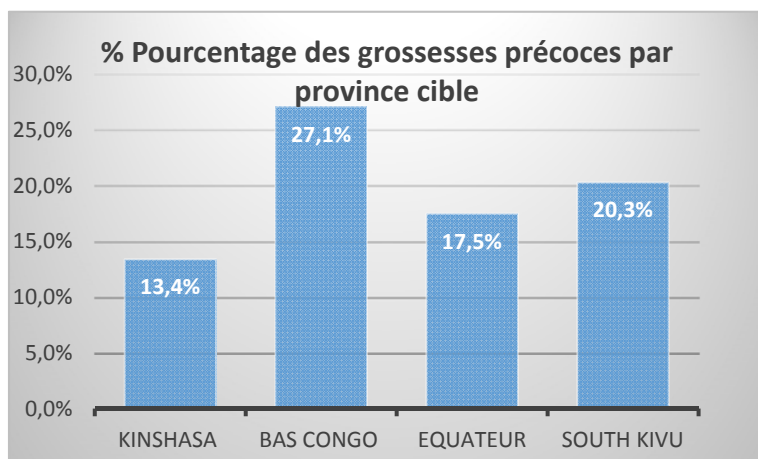
**19 % des décès de femmes âgées de 15 à 49 ans sont dus à l'accouchement**

--EDS-RDC 2007

L'absence d'un secteur sanitaire opérationnel signifie que les soins de santé disponibles semblent être déterminés dans une large mesure par l'offre plutôt que par la demande. Comme pour d'autres services de base (tels que l'enseignement, voir ci-dessous), les institutions religieuses jouent un rôle important en fournissant des services fondamentaux. La santé des femmes, tout comme leur identité, est essentiellement perçue du point de vue de leur santé génésique (mais non de leurs droits génésiques), et les options de soins de santé disponibles peuvent être en grande partie déterminées par des normes religieuses plutôt que par la nécessité.

La santé maternelle semble s'améliorer lentement<sup>73</sup>. Les grossesses précoces constituent un problème de santé essentiel à travers le pays, avec une moyenne de 25 % des femmes âgées de 20 à 24 ans ayant donné naissance à un enfant vivant avant l'âge de 18 ans<sup>74</sup>. Même dans les zones où les violences sexuelles et les grossesses non désirées, en particulier chez les jeunes filles, constituent de graves problèmes, les conseils et services de planning familial ne sont pas disponibles dans les hôpitaux dirigés par des catholiques, par exemple. Les personnes qui souhaitent de tels services doivent se rendre ailleurs<sup>75</sup>, si elles peuvent se le permettre<sup>76</sup>.

Figure 5: Pourcentage des grossesses précoces par province cible



Source: Données de MICS-2010 p.117

<sup>71</sup> Groupe de discussion, professionnels de la santé, Bas-Congo.

<sup>72</sup> Groupes de discussion, Bas-Congo, Équateur. Sud-Kivu.

<sup>73</sup> EDS-RDC 2014, p.19

<sup>74</sup> République Démocratique du Congo, 2011, *Enquête par grappes à indicateurs multiples MICS-2010, Rapport Final*, p.116

<sup>75</sup> Groupe de discussion, professionnels de la santé, Bas-Congo.

<sup>76</sup> Selon les rapports nationaux de santé 2008-2009, les services de santé sexuelle et génésique sont financés par les ménages (68 %), les bailleurs de fonds (31 %) et les ONGI (1 %). *Projet des Systèmes de Santé 20/20, Rapports Nationaux de Santé 2008-2009. Résumé exécutif*, Bethesda, MD.

La province de l'Équateur a le taux le plus faible d'utilisation de moyens contraceptifs dans les provinces, lequel est considéré comme avoisinant les 3 %<sup>77</sup>. Cette faible utilisation semble due à un manque de coordination entre les acteurs des divers secteurs pertinents<sup>78</sup>, à un financement public insuffisant et à une faible prestation de services<sup>79</sup>. La faible prestation de soins de santé en Équateur transparaît également dans d'autres domaines pertinents: malgré la prostitution largement répandue, y compris chez les enfants âgés de 11 à 15 ans à peine, il reste d'énormes besoins insatisfaits en termes de prévention, de traitement et de soins du VIH/SIDA. À Bikoro, par exemple, le programme minimal de prévention, de traitement et de soins du VIH n'est pas intégré dans les services de santé du territoire et tous les cas doivent être adressés aux établissements sanitaires de Mbandaka, un voyage impossible à réaliser pour une population essentiellement défavorisée. De grandes parties de la province sont également dépourvues de personnel spécialisé et compétent pour répondre aux besoins en matière de santé des mères et de leurs enfants. Les interventions chirurgicales pour des fistules obstétriques ou traumatiques, par exemple, ne peuvent être réalisées en Équateur au simple motif qu'il n'y a pas un seul chirurgien disposant des compétences nécessaires dans la province<sup>80</sup>.

Le Sud-Kivu, en revanche, reçoit davantage de financement et d'attention pour les soins de santé, du moins en ce qui concerne les violences sexuelles. Les priorités pour le gouvernement provincial du Sud-Kivu sont le renforcement de l'accès aux services de base, la lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose, la malaria et les maladies infantiles (rubéole et tétanos), la garantie de l'accès à des médicaments de qualité et la lutte contre les médicaments contrefaits, la promotion du planning familial, la garantie d'une maternité sans risques et d'un accouchement assisté. La disparité entre les prestations de soins de santé réservés aux victimes de violences sexuelles amène les femmes, dans certains cas, à se déclarer victimes de violences sexuelles afin d'obtenir des traitements, notamment dans le cas des fistules<sup>81</sup>.

En général, les centres de santé soutenus par des organisations internationales ont une meilleure capacité de réponse aux cas de violences sexuelles<sup>82</sup>. Les survivantes des violences sexuelles devraient normalement y être traitées gratuitement mais tel ne serait pas toujours le cas. Il y a également des cas de femmes parcourant de longues distances pour accéder aux établissements de soins en ville. Cela peut être dû à plusieurs facteurs, dont la plus grande qualité de certains établissements de soins, ainsi que les préjugés associés aux violences sexuelles ainsi qu'à la peur et l'insécurité de demeurer dans la zone<sup>83</sup>.

#### 4.5 Éducation

Les répondants ont souligné à plusieurs reprises l'importance de l'analphabétisme chez les femmes en tant qu'obstacle pour ces dernières à l'exercice de leurs droits<sup>84</sup>. Au Sud-Kivu, les données relatives à l'éducation des femmes indiquent que 35 % d'entre elles n'ont pas eu accès à l'éducation, avec 5,6 %

<sup>77</sup> Planification Familiale: Plan Stratégique National à vision multisectorielle (2014-2020).

<sup>78</sup> Entretien avec l'UNICEF, Équateur.

<sup>79</sup> Seules 40 zones de santé sur 69 dans la province de l'Équateur, soit 58 % du total, ont des services de planning familial dans leurs programmes de services de santé (UNICEF, *Mapping of Family Planning and Mother-to-child Transmission Prevention Interventions and Actors*, 2011 et 2012).

<sup>80</sup> Entretien avec le directeur de l'hôpital de Bikoro.

<sup>81</sup> Nynke Douma et Dorothea Hilhorst «Fond de commerce? Sexual violence assistance in the Democratic Republic of Congo» 2012; Maria Eriksson Baaz et Maria Stern, 2013, *Sexual Violence as a Weapon of War? Perceptions, Prescriptions, Problems in the Congo and Beyond*, Zed Books avec Nordiska Afrikainstitutet.

<sup>82</sup> Entretiens à Bukavu.

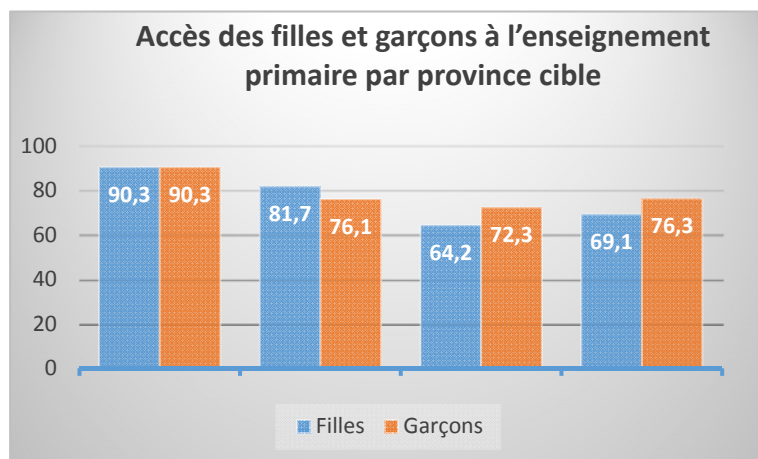
<sup>83</sup> Entretiens menés à Bukavu.

<sup>84</sup> Groupes de discussion, Bas-Congo, Kinshasa.

des femmes ayant terminé l'enseignement primaire, 1 % l'enseignement secondaire et seulement 0,7 % ayant eu accès à l'enseignement supérieur<sup>85</sup>. Les répondants identifiaient généralement l'enseignement comme étant le besoin principal pour les filles, alors qu'il est toujours de pratique courante d'accorder la priorité à l'éducation des garçons par rapport à celle des filles<sup>86</sup>. Il y a plusieurs discours contraires concernant l'éducation des filles. Premièrement, les répondants déclarent que lorsque les ressources sont maigres, les familles choisissent souvent d'envoyer les garçons à l'école parce qu'une fille se mariera et que son mari prendra soin d'elle et contrôlera les finances familiales (laissant entendre que les parents de la fille ne bénéficieront pas de l'investissement). D'autres suggéraient que l'éducation d'une fille la rend moins susceptible de se marier.

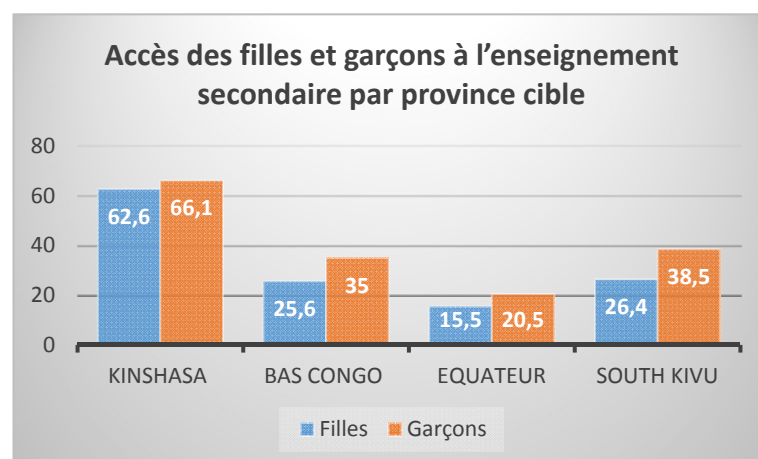
Les tableaux ci-dessous présentent les différences dans l'accès à l'enseignement pour les garçons et les filles dans les provinces cibles. La disparité entre tous les accès à l'enseignement secondaire, notamment entre Kinshasa et le reste des provinces, notamment l'Équateur, est frappante.

**Figure 6: Accès des filles et garçons à l'enseignement primaire par province cible**



Source: MICS-2010

**Figure 7: Accès des filles et garçons à l'enseignement secondaire par province cible**



Source: MICS-2010

Un thème dominant au Bas-Congo est le fait que l'éducation des filles était nécessaire pour prévenir les grossesses précoces hors mariage, un phénomène qui a été identifié comme un problème social

<sup>85</sup> EDS-RDC 2007.

<sup>86</sup> Groupes de discussion, Bas-Congo, Équateur, Kinshasa, Sud-Kivu.

majeur. Les mêmes répondants, interrogés sur ce point, n'accordaient pas la priorité à l'éducation des jeunes gens à éviter les grossesses non désirées avec de jeunes partenaires, estimant qu'ils ont des besoins sexuels naturels et incontrôlables<sup>87</sup>. Les données numériques concernant l'accès des filles (et des garçons) à l'éducation ne vont pas plus loin que l'évaluation des progrès, ou des reculs, en ce qui concerne l'égalité entre les sexes. Il convient d'accorder une attention à *ce qui* est enseigné aux enfants des deux sexes, tant en termes de rôles liés au genre<sup>88</sup> qu'en ce qui concerne la sexualité, la santé et les droits génésiques<sup>89</sup>. Comme indiqué dans le cadre des soins de santé ci-dessus, en l'absence d'un système public éducatif fonctionnel, l'enseignement dispensé par des institutions religieuses ou autres peut promouvoir des normes rigides propres aux genres qui perpétuent une discrimination à l'encontre des filles et qui encouragent des notions prédéterminées et limitées d'un comportement approprié. Cela constitue un danger particulier pour les filles, bien que le préjudice occasionné aux garçons et aux hommes (et donc aux femmes et aux filles) en favorisant des modèles accessibles de masculinité soit peut-être sous-estimé<sup>90</sup>. Enfin, les écoles ne sont pas des lieux sûrs. Outre une discrimination systématique à l'égard des filles, les enseignants violent également et commettent d'autres violations à l'égard des élèves qui leur sont confiés, essentiellement les filles, des actes généralement qualifiés par euphémisme de «harcèlement de contrepartie»<sup>91</sup>.

#### 4.6 Participation des femmes aux processus de paix

Les accords de paix sont généralement considérés comme plus durables si des femmes participent au processus. L'accord-cadre pour la région des Grands Lacs, conclu en 2013, faisait mention de la violence sexuelle mais non des autres besoins de protection des femmes, et ne comprenait aucune mesure visant à inclure les femmes dans sa mise en œuvre<sup>92</sup>. La GLWP (*Great Lakes Women's Platform*, plate-forme des femmes dans la région des Grands Lacs), lancée par l'envoyée spéciale du secrétaire général des Nations Unies dans la région des Grands Lacs, Mary Robinson, en janvier 2014, a semblé présenter une opportunité pour les femmes de renforcer leur participation au processus de paix. Toutefois, jusqu'à présent, la participation des femmes et des organisations des femmes du Sud-Kivu est limitée<sup>93</sup>. Hormis celles déléguées par l'envoyée spéciale, aucune femme n'a participé aux discussions entre le M23 et le gouvernement congolais à Kampala. Les groupes de femmes de l'Est n'étaient apparemment pas représentés à la conférence sur l'engagement des femmes aux processus de paix organisée par l'envoyée spéciale à Bujumbura en 2013. L'envoyée spéciale a visité Bukavu en mars 2014 et a tenu une réunion avec les membres de la société civile, mais les membres des organisations de femmes ont eu le sentiment que très peu de temps était réservé à la discussion des questions principales<sup>94</sup>.

Dans les nombreux processus de paix des dernières années, l'implication des femmes a suivi des schémas similaires. Les femmes ont participé jusqu'à un certain degré à des conférences de paix à grande échelle, telles que la conférence de Sun City en 2002 et de Goma en 2008, mais ont été largement exclues d'événements moins publics. Lorsque les femmes ont participé aux conférences de

<sup>87</sup> Groupes de discussion, Bas-Congo.

<sup>88</sup> Entretien, UNICEF, Kinshasa.

<sup>89</sup> Entretiens, bailleurs de fonds bilatéraux, Kinshasa.

<sup>90</sup> Observations résultant d'entretiens au Bas-Congo, à Kinshasa.

<sup>91</sup> Entretiens, bailleurs de fonds bilatéraux, Kinshasa; groupe de discussion, Bas-Congo.

<sup>92</sup> Sharanjeet Parmar, 2013, *Women's agenda key to stabilising eastern Congo*, Forum centrafricain, Arguments africains, disponibles à l'adresse <http://africanarguments.org/2013/08/19/women's-agenda-is-key-to-stabilising-eastern-congo-by-sharanjeet-parmar/>.

<sup>93</sup> Groupes de discussion, entretiens, Sud-Kivu.

<sup>94</sup> Groupes de discussion, Bukavu.



paix, ou lorsqu'elles ont été consultées, en de rares occasions, par les médiateurs, cette consultation a porté sur des «problèmes de femmes», généralement limités au viol et aux violences sexuelles, de manière très superficielle. Les femmes ayant une large expérience en matière de désarmement, de démobilisation et d'efforts de réintégration, par exemple, et ayant des liens avec, et une bonne connaissance des groupes armés ne sont généralement pas consultées et ne s'expriment pas sur ces questions. Les femmes sont également encouragées à s'exprimer «d'une même voix» comme si les «femmes» étaient un groupe homogène, ayant un même avis partagé<sup>95</sup>. L'échec des médiateurs nationaux et internationaux, à ce jour, à s'engager en faveur de l'avis des femmes sur la paix et la sécurité en RDC ne peut être qu'une occasion manquée. Les projets dirigés par les ONGI à l'Est et ailleurs pourraient aider les femmes de la société civile à participer davantage et pleinement aux futurs processus<sup>96</sup>.

## Recommandations

Les femmes sont susceptibles de bénéficier d'élections libres et d'une réforme des partis politiques ainsi que des élections pacifiques. À la lumière des prochaines élections, les bailleurs de fonds devraient:

- apporter une assistance immédiate au mouvement des femmes et à la société civile pour contribuer à la préparation aux élections, en termes d'éducation civique et de sensibilisation, d'aide aux candidats pour l'élaboration de politiques favorables aux femmes, de préparation au contrôle des élections, etc.;
- soutenir les campagnes d'éducation civique, en éduquant les électeurs et en encourageant les femmes et les hommes à voter de manière responsable;
- mener une analyse différenciée selon le sexe de la loi électorale et contrôler son application;
- aider les partis politiques à opérer une réforme, y compris en renforçant le rôle de la politique plutôt que de la personnalité, et en soutenant les partis et la société civile dans l'élaboration de politiques favorables aux femmes pour les partis;
- encourager les partis à présenter des listes incluant des femmes placées dans des positions gagnables;
- soutenir un groupe multipartite de candidates dans la préparation des élections;
- encourager des mesures conçues pour examiner l'aptitude des candidates à exercer un mandat électoral, y compris en ce qui concerne le palmarès de la personne en matière de droits fondamentaux;
- soutenir le mouvement des femmes dans l'élaboration d'une campagne relative aux élections qui accorde la priorité aux engagements et aux candidats favorables aux femmes, plutôt que simplement aux femmes en soi, et qui s'adresse aux candidats masculins capables de démontrer un engagement en faveur de l'égalité pour les femmes;

---

<sup>95</sup> Voir, par exemple, L Davis, 2013, *ibid*.

<sup>96</sup> Tels que Kvinna til Kvinna et International Alert; Oxfam.

- soutenir le contrôle des candidats en ce qui concerne les promesses, le comportement militant et le registre des votes, une fois en fonction, y compris en ce qui concerne les «questions relatives à l'égalité entre les sexes»;
- soutenir une approche sexospécifique de l'organisation d'élections couronnées de succès, y compris la logistique, l'emplacement et les heures d'ouverture des bureaux de vote, les dispositions pour les illettrés, etc. Les bailleurs devraient également prendre en considération la formation en matière d'«égalité entre les sexes» afin que les contrôleurs veillent, par exemple, à ce que les maris ne votent pas à la place des femmes. Le secret du vote est également une question d'«égalité entre les sexes».

### ***Accès aux services publics***

En général, les bailleurs de fonds doivent:

- plaider pour que le gouvernement adopte une éducation sexospécifique et une réforme des soins de santé de manière systématique, et pour que le gouvernement maîtrise ces domaines critiques du service public. Les bailleurs de fonds doivent contrôler les progrès et veiller à ce que l'aide au développement soit accompagnée d'un engagement politique complet et solide;
- soutenir les grandes campagnes de sensibilisation du public par le gouvernement afin de promouvoir l'enseignement pour les filles;
- contrôler minutieusement les bénéficiaires de l'aide au développement afin de s'assurer que les écoles et les prestataires de soins de santé ne perpétuent pas la discrimination à l'égard des femmes et des filles. Les bénéficiaires de l'aide au développement pour l'éducation doivent promouvoir l'égalité entre les sexes, les prestataires de soins de santé doivent répondre aux besoins au lieu de produire des préjugés sexistes qui perpétuent la discrimination;
- soutenir des initiatives qui encouragent les filles à élargir leurs aspirations au lieu d'être limitées par des notions conservatrices du comportement féminin approprié. De même, les garçons ne doivent pas être entravés par des modèles dominants de masculinité négative, de sorte que les bailleurs de fonds doivent soutenir les efforts visant à promouvoir et à créer un modèle de masculinité positive dans les écoles, les communautés et les familles, en proposant aux garçons des modèles de rôles positifs et des aspirations réalisables;
- soutenir les efforts visant à tenir les conseils des écoles, les enseignants et les autorités locales pour responsables des violations des droits des élèves, y compris de la violence sexuelle, et notamment la cessation de l'acceptation et de l'impunité à l'égard du «harcèlement de contrepartie»;
- soutenir les projets qui incluent une éducation sexuelle dans le programme scolaire des garçons et des filles, afin de réduire le nombre de grossesses précoces, de mariages précoces et d'autres formes de violence sexuelle;
- insister pour que les programmes de formation professionnelle pour les filles soient basés sur une analyse des opportunités du marché au niveau local (à savoir, là où il existe une possibilité de génération des revenus), plutôt que sur les stéréotypes sexistes. Actuellement, de nombreuses initiatives semblent susceptibles d'entraîner une saturation du marché local avec davantage de couturières (par exemple) que l'économie locale, qui est généralement faible,

ne peut en supporter. Il est peu probable que ces activités puissent générer des revenus ou motiver des jeunes;

- soutenir des initiatives qui encouragent les femmes à s'inscrire à l'université et à se former pour exercer des professions (y compris le droit). Des cours supplémentaires, tels que la rhétorique, pourraient contribuer à augmenter le nombre de femmes diplômées en droit qui se lancent dans la profession;
- élargir le soutien en faveur de la santé des femmes, y compris, mais non seulement, de la santé génésique et le soutien aux victimes de violences sexuelles;
- tenter de rétablir l'équilibre dans l'aide au développement disponible pour les établissements de soins de santé et l'éducation dans les provinces «négligées» comme celle de l'Équateur, où le manque de services exerce un impact (négatif) important sur les femmes.

### ***Participation aux processus de paix***

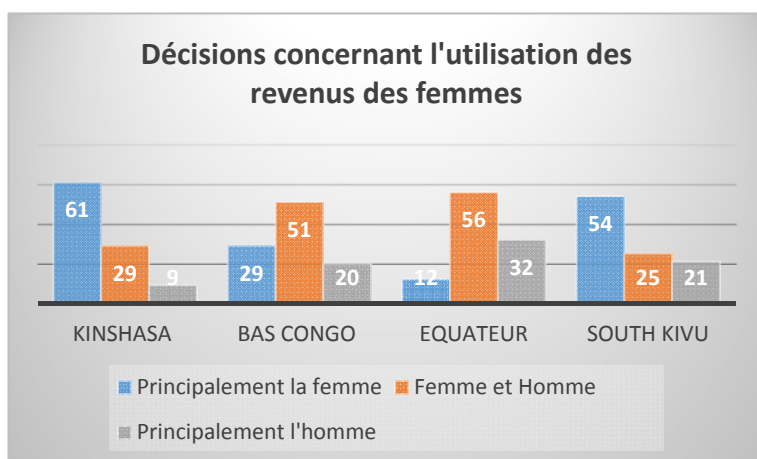
- Les bailleurs de fonds doivent soutenir les initiatives de la société civile qui facilitent l'engagement des femmes – et de diverses opinions – auprès des autorités nationales et des Nations Unies, en particulier l'envoyé spécial, dans la mise en œuvre de l'accord de paix à l'Est;
- les bailleurs de fonds devraient fortement encourager, dans la programmation mais aussi dans le dialogue politique, les autorités nationales et les Nations Unies à faire participer des femmes aux profils variés à une consultation significative pour les processus de paix à l'Est.

## 5. Situation socio-économique des femmes

Dans un pays réputé pour ses nantis aux richesses presque inconcevables, la grande majorité de la population est désespérément pauvre, et les femmes sont les plus pauvres de tous<sup>97</sup>. La RDC connaît actuellement une croissance économique et une question clé serait de déterminer la façon dont les femmes bénéficient de cette croissance. De même que dans le reste de la présente étude, les données et les documents disponibles pour l'équipe se sont concentrés sur la majorité des femmes, qui sont pauvres. Les répondants ont fait de même. Il existe cependant de riches femmes congolaises qui réussissent dans les affaires.

Les participants aux groupes de discussion et les personnes interrogées ont identifié, de manière réitérée, l'activité économique comme représentant une priorité majeure pour les femmes. Compte tenu du déclin de l'emploi «formel» dominé par les hommes, notamment dans le secteur public, le secteur «informel» constitue la principale source de subsistance. 97% des femmes du Sud-Kivu travaillent dans le secteur informel, contre 85 % des hommes. Les femmes travaillent dans des conditions précaires avec de maigres salaires. Seules 2,4 % des femmes ont des salaires réguliers, contre 18,4 % pour les hommes. En RDC, les femmes gagnent en moyenne moins que les hommes: le salaire moyen des femmes s'élève à 15 USD par mois contre 20 USD pour les hommes<sup>98</sup>. En Équateur, les femmes sont également réputées actives dans le petit commerce de biens et de produits agricoles mais, étant donné que cela se situe dans le secteur informel, il n'y a pas de données fiables<sup>99</sup>. La pêche est un secteur presque exclusivement masculin<sup>100</sup>.

Figure 8: Prise de décision concernant les revenus des femmes



Source: Données du tableau 17.2  
EDS-RDC 2007

Les femmes, notamment les femmes pauvres vivant en milieu rural, ont peu d'autonomie financière<sup>101</sup>. Au Bas-Congo, les revenus que les femmes génèrent à partir de la culture de petites parcelles sont vitaux pour l'alimentation et l'hébergement de la famille. Toutefois, elle doit parfois payer un loyer à son mari tiré de la terre qu'elle cultive, en d'autres termes du budget du ménage, de l'argent dont elle dispose pour payer l'éducation, les aliments et les soins de santé. Ce que l'homme fait avec «son

<sup>97</sup> La RDC se classe à la 186<sup>e</sup> position sur l'indice de développement humain du PNUD, avec un indicateur des inégalités de genre de 0,681. <http://hdr.undp.org/fr/countries/profiles/COD>

<sup>98</sup> PNUD, «Profil résumé pauvreté et conditions de vie des ménages», 2009.

<sup>99</sup> Entretiens et groupes de discussion, Équateur.

<sup>100</sup> Entretiens avec des chefs de divisions, des groupes de développement des femmes et des groupes de discussion avec des femmes et des hommes dans la province de l'Équateur.

<sup>101</sup> Groupes de discussion, Équateur, Bas-Congo.

argent» ne regarde que lui mais il n'est pas supposé le consacrer aux besoins de la famille<sup>102</sup>. En Équateur, ce schéma se répète.

*«La coutume veut que l'homme soit le chef, détenteur du droit légitime de prendre les décisions», «Ma femme est le caissier et je suis le manager. Si elle fait quelque chose sans mon autorisation, je dois la battre» ou «l'argent nous appartient [à nous les hommes]» étaient des déclarations récurrentes chez les hommes participant aux groupes de discussion.<sup>103</sup>*

Les principales activités économiques au Sud-Kivu sont l'agriculture, l'exploitation minière, le commerce et les échanges internationaux. Les femmes sont généralement perçues comme participant à ces activités, notamment le commerce, de façon marginale et informelle, bien que peu de recherches aient été effectuées (au niveau provincial ou national) en ce qui concerne l'entrepreneuriat féminin en dehors du petit commerce.

Dans le secteur du commerce, les femmes travaillent souvent en tant que petites commerçantes. Le secteur n'est pas réglementé et elles ne disposent d'aucune protection juridique, sécurité sociale ou autre avantage. Elles sont également soumises à un niveau élevé de taxation officielle et non officielle. À Kinshasa, les commerçantes semblent avoir été très durement touchées, y compris physiquement, par les efforts de la police pour «nettoyer les rues».



© International Alert

Le secteur agricole est l'un des principaux secteurs d'activité pour les femmes. L'exploitation de la terre en RDC est réglementée et gérée par un double système composé de lois nationales et de structures de pouvoir traditionnels. Les chefs traditionnels jouent un rôle clé dans l'allocation et la gestion des terres. Ces structures sont liées aux valeurs culturelles et sont fortement dominées par les hommes. Il en résulte un impact sur les femmes, notamment en ce qui concerne leur accès à la terre<sup>104</sup>. Au Bas-Congo, par exemple, une femme ne peut faire pousser un arbre parce que cela signifierait qu'elle possède la terre<sup>105</sup>. Bien que de nombreuses familles dépendent des produits que les femmes peuvent cultiver sur de minuscules lopins de terre, les femmes possèdent rarement la terre.

Certains entrepreneurs (féminins) établissent de petites entreprises qui jouent un rôle important dans l'économie locale, telles que les centres de transformation au Bas-Congo.

En termes de propriété et d'acquisition, les femmes disposent rarement des ressources financières

<sup>102</sup> Groupes de discussion, entretiens, Bas-Congo.

<sup>103</sup> Groupes de discussion dans plusieurs villages, Équateur.

<sup>104</sup> Groupe de discussion, Bas-Congo, Sud-Kivu.

<sup>105</sup> Groupe de discussion, Bas-Congo.

requis pour acheter la terre et peuvent se voir interdire d'acheter la terre aux termes du Code de la famille, s'il est appliqué. Elles sont également confrontées à des difficultés pour hériter de la terre. Elles ont le droit d'en hériter dans la mesure où elles peuvent prouver leurs droits. Bien souvent, les veuves se heurtent à des difficultés en revendiquant leur héritage<sup>106</sup>, en particulier lorsque le mariage n'a pas été enregistré ou, en cas de polygamie, les secondes épouses n'ont aucun droit.

Les femmes peuvent louer la terre, souvent sans contrat formel. Dans certains cas, si la terre devient productive, le propriétaire peut empêcher les femmes d'en poursuivre l'exploitation. Dans d'autres cas, les femmes et leurs enfants peuvent être engagés en tant que main-d'œuvre occasionnelle dans les grandes plantations. Elles sont généralement issues de familles qui ne possèdent pas de terre, ont peu de pouvoir de négociation et sont mal payées. Dans d'autres cas encore, elles exécutent certains travaux pour un propriétaire et, en échange, reçoivent une parcelle de terrain qu'elles peuvent cultiver pour elles-mêmes. Cette pratique est devenue particulièrement abusive étant donné que, souvent, les femmes sont priées de réaliser diverses corvées non payées pour le propriétaire, comme aller chercher de l'eau, laver les vêtements, etc.<sup>107</sup>

L'exploitation minière artisanale est une part importante de l'économie du Sud-Kivu, qui attire les travailleurs chassés par la pauvreté. Les femmes, dans le secteur minier, n'ont pas accès aux mêmes opportunités que les hommes<sup>108</sup>. Elles sont impliquées dans une série d'activités, dont l'exploitation minière, mais sont souvent exclues pour des motifs de tradition ou de superstition. Les femmes bushi ne sont pas admises dans les zones minières, par exemple, car elles sont réputées porter malheur<sup>109</sup>. Les femmes sont plus souvent engagées dans des activités auxiliaires telles que le nettoyage, le tri des matériaux et le transport, qui sont moins rentables. Les femmes travaillent également dans les camps situés autour des mines, dans les restaurants, les hôtels ou les petites entreprises, ou en tant que travailleuses du sexe. Si chacun, dans le secteur minier, est exposé à divers risques, les femmes, les filles et les garçons sont particulièrement vulnérables<sup>110</sup>. En général, ils travaillent dans des conditions sociales et environnementales précaires et, dans certains cas au Sud-Kivu, ils sont exposés à la contrainte, l'intimidation, les violences sexuelles, le VIH/SIDA, les abus et l'exploitation. Il n'existe pas de lois protectrices accordant des conditions de travail sûres pour les femmes dans les mines<sup>111</sup>. Par exemple, le code d'exploitation minière n'inclut pas de disposition sexospécifique. La présence des femmes dans la zone implique également la présence de leurs enfants et le problème consécutif du travail des enfants dans les mines<sup>112</sup>.

Les femmes ont peu de temps ou d'argent pour s'adonner à des activités de loisir ou pour un activisme politique. Même les activités domestiques les plus fondamentales du foyer peuvent refléter de profondes inégalités entre les sexes. Selon les personnes interrogées en Équateur, le moment du repas

<sup>106</sup> Annie Matundu Mbambi (WILPF RDC) et Marie-Claire Faray-Kele (WILPF UK) «Gender inequality and social institutions in the D.R.Congo», avril-décembre 2010.

<sup>107</sup> Entretiens à Bukavu, au Bas-Congo. Voir également IFDP «Problématique foncière dans la chefferie de Kabare ainsi que dans la zone urbano-rurale de Kasha (Bukavu)», 2012.

<sup>108</sup> Entretiens, Bukavu. Voir également Hannah Poole Hahn, Karen Hayes et Azra Kacapor «Breaking the Chain Ending the supply of child-mined minerals», et «Gendering the Field Towards Sustainable Livelihoods for Mining Communities», publié par Kuntala Lahiri-Dutt, 2011.

<sup>109</sup> Les femmes bushi ne sont pas admises dans la zone minière car elles sont réputées porter malheur. Entretien à Bukavu.

<sup>110</sup> Hannah Poole Hahn, et al *ibid.*; Kuntala Lahiri-Dutt, 2011. *Ibid.*

<sup>111</sup> <http://blogs.worldbank.org/energy/extractive-industries-fragile-settings-present-opportunities-and-risks-women>, Pact «Women in Artisanal Mining in the Democratic Republic of Congo».

<sup>112</sup> Hannah Poole Hahn, et al 2011, *ibid.*

de midi ou du soir offre souvent l'image du mari, confortablement assis à la seule table de la maison, tandis que la femme et les enfants sont assis «un peu à l'écart». «Une femme a de la chance si elle mange avec son mari; les femmes mangent dans la cuisine»<sup>113</sup>. Le mari a également la priorité pour les meilleures parties du repas, même s'il n'est pas le principal soutien financier. Il en va de même pour le moment du repos: le repos du mari est sacré. Les ressources du ménage, telles que les matelas, les draps ou les couvertures, sont utilisées pour assurer son confort avant que les besoins des autres membres du ménage ne soient pris en compte<sup>114</sup>.

## Recommandations

Outre de plus grands efforts pour alléger la pauvreté et la réforme de l'état de droit susmentionnée, les bailleurs de fonds devraient accorder une attention particulière à ce qui suit:

- les initiatives pour soutenir l'accès des femmes à la terre ainsi qu'à la justice (pour protéger leurs droits économiques);
- les études d'impact selon le genre de la Commission concernant une éventuelle régularisation des activités économiques «informelles», telles que le petit commerce, le commerce transfrontalier et l'exploitation minière, et l'utilisation de ces études pour déterminer des approches sexospécifiques du développement économique, d'une sécurité accrue et de meilleures conditions de travail;
- les recherches de la Commission concernant les pratiques des femmes d'affaires couronnées de succès, qui ne sont pas occultées par la perception des activités économiques des femmes comme étant des commerçantes et exploitantes agricoles à petite échelle;
- les campagnes d'information pour accroître la responsabilité des hommes à l'égard du budget du ménage, en particulier leur contribution aux frais d'enseignement et de soins de santé;
- de façon plus large, des mesures pour encourager les hommes à assumer une plus grande responsabilité pour l'égalité entre les sexes au sein de leur propre famille et communauté.



© International Alert

<sup>113</sup> Entretiens avec des hommes et des femmes à Bokolomwaki, Équateur.

<sup>114</sup> Réunions des groupes de discussion avec des groupes de femmes et des groupes d'hommes dans diverses zones urbaines et rurales.

## 6. Violence basée sur le genre

Le faible statut des femmes et des filles est étroitement lié à la violence sexospécifique. Tout comme

### La violence basée sur le genre (VBG)

désigne tout acte nuisible perpétré contre le gré de quelqu'un, et qui est basé sur des différences socialement prescrites entre hommes et femmes. La VBG exerce un impact plus important sur les femmes et les filles que sur les garçons et les hommes. Des exemples de VBG comprennent (mais de manière non exhaustive): l'inégalité d'accès à la nourriture et aux services, l'exploitation et les abus sexuels, y compris la traite, le mariage des enfants, la mutilation/ablation génitale féminine, le harcèlement sexuel, les abus en matière de dot/prix à payer pour l'épouse, les crimes d'honneur, les violences domestiques ou conjugales, la confiscation de l'héritage ou des biens et la violence à l'égard des aînés.

pour le «genre» de façon plus large, cette notion ne bénéficie pas d'une définition commune<sup>115</sup>. La violence sexospécifique, sous forme de discrimination, est omniprésente en RDC, comme l'ont démontré les chapitres précédents.

La violence domestique est jugée répandue et est généralement admise par les femmes et les hommes comme une réponse légitime aux défauts (perçus) de la femme, comme: brûler le repas, se disputer avec lui, sortir sans l'en avertir, négliger les enfants ou refuser d'avoir des rapports sexuels avec lui. Bien plus de 70 % des femmes estimaient qu'une ou plusieurs de ces raisons justifiaient le fait qu'un homme batte sa femme<sup>116</sup>. La violence domestique semble courante et peut même être encore plus grave à l'égard des femmes qui sont physiquement handicapées, albinos ou appartenant à un groupe indigène tel que les pygmées<sup>117</sup>.

Définition adaptée du Groupe de protection globale<sup>118</sup>

Il existe de fortes différences liées au sexe entre les enfants des rues à Kinshasa. Les filles (environ 26 % des enfants des rues)<sup>119</sup> sont plus objet de rejet par leurs familles, tandis que les garçons peuvent avoir été victimes de la traite pour le travail ou être impliqués dans des activités criminelles. Les filles-enfants des rues sont plus fortement stigmatisées que les garçons et ont beaucoup plus de difficultés à rejoindre leurs familles après un certain temps passé dans la rue, ce qui implique généralement le commerce du sexe<sup>120</sup>.

En Équateur, le statut des femmes mariées au regard des coutumes locales varie et peut être très précaire. Dans la culture ngbandi par exemple, un homme peut «donner» sa femme à un invité respecté, en témoignage de sa considération, tandis que les Zandes admettent qu'un homme prenne une sœur plus jeune de sa femme lorsque cette dernière atteint la ménopause. Toutefois, les Ngombes et les Songes, également en Équateur, insistent sur le fait que «*la main gauche lave la droite*» en tant qu'image illustrant le climat de compréhension et d'aide mutuelles qui doit prévaloir dans un ménage<sup>121</sup>. Les femmes du Bas-Congo soulignent que «dans l'ancien temps», lorsque les préjugés

<sup>115</sup> Entretiens, Kinshasa, Bas-Congo.

<sup>116</sup> Tableau 17.5 EDS-RDC 2007.

<sup>117</sup> Entretiens à la Maison de la Femme, Mbandaka, Équateur.

<sup>118</sup> Voir <http://www.globalprotectioncluster.org/en/areas-of-responsibility/gender-based-violence.html>

<sup>119</sup> War Child UK, <http://www.warchild.org.uk/what-we-do/democratic-republic-of-congo/kinshasa-project>.

<sup>120</sup> Entretien, Kinshasa; voir également War Child UK, <http://www.warchild.org.uk/what-we-do/democratic-republic-of-congo/kinshasa-project>.

<sup>121</sup> Ministère du genre, Rapport national sur l'égalité entre les sexes, p. 48, 39 et 60.



culturels à l'égard des femmes étaient encore plus forts, le viol au niveau où il se produit aujourd'hui n'avait tout simplement pas lieu<sup>122</sup>.

L'étendue de la violence sexuelle en RDC est terrifiante et ne montre pas de signe d'atténuation<sup>123</sup>. Les données relatives aux incidents de violence sexuelle ne sont pas fiables et les méthodes multisectorielles de collecte signifient qu'il doit logiquement y avoir duplication. Même en admettant le manque de fiabilité des données concernant les cas signalés, rien n'indique que les taux de violence sexuelle soient en diminution en dépit de l'attention reçue. Au contraire, il existe des éléments indiquant que la violence sexuelle augmente – les auteurs, à l'Est, sont de plus en plus des civils, y compris des membres de la famille de la victime et, loin des zones de conflit à l'Est, les taux de violence commise augmentent à Kinshasa et au Bas-Congo<sup>124</sup>.

La violence sexuelle est dans une mesure écrasante commise par des hommes, comme le montre la figure 1 ci-dessus. Cette violence est le fait d'hommes, et de plus en plus, semble-t-il, de civils. La grande majorité des victimes sont des femmes, mais les hommes sont également victimes de violence sexuelle commise par d'autres hommes, soit en tant qu'auteurs de viols, soit en tant que témoins de violences sexuelles commises à l'égard de membres de la famille, par exemple<sup>125</sup>.

La violence sexuelle domine les statistiques et les discours sur la violence sexuelle et sexospécifique. Au Sud-Kivu, par exemple, les données du gouvernement pour 2013 indiquent que 6.614 cas de violence sexuelle et sexiste ont eu lieu dans la province. La plupart de ces cas (96 %) étaient des cas de viol<sup>126</sup>. Bon nombre de répondants ont indiqué que, souvent, les cas de violence sexuelle et sexiste ne sont pas signalés en raison des préjugés perçus par les victimes de violence sexuelle, tandis que d'autres formes de violence, telles que la violence domestique, le viol conjugal et le harcèlement, ne sont pas signalées car elles sont encore acceptées culturellement ou parce que les femmes n'ont pas connaissance de leurs droits. Comme dans d'autres parties du pays, la discussion sur la violence sexuelle et sexiste est souvent réduite à la violence sexuelle.

Pourquoi la violence sexuelle s'est-elle avérée si résistante face à autant d'attention nationale et internationale? Il est frappant de voir la façon dont la violence sexuelle est décrite – comme un «phénomène»<sup>127</sup> ou comme une «épidémie». Ces termes laissent à penser que la violence sexuelle est organique et est un être à part entière. Toutefois, la violence sexuelle est assurément un ensemble de décisions prises par les hommes – soit de commettre l'acte eux-mêmes, soit de permettre, voire de faire en sorte, que d'autres commettent des actes qu'ils savent répréhensibles<sup>128</sup>, le tout dans un environnement qui a quelque peu changé afin que ces actes puissent se produire ou ne puissent être empêchés. Tel est le cas même dans certains endroits, comme au Bas-Congo, qui étaient relativement exempts de violence ces dernières années.

Les attitudes de certains hommes occupant des positions de leaders doivent assurément empirer la situation: une figure éminente du district des Cataractes a expliqué avec force détails comment la tenue des femmes provoquent le viol et que le viol signalé d'une fillette de 12 ans par un médecin non membre de la famille, à Kisantu, devait être compris comme un «inceste» et non comme un viol<sup>129</sup>.

<sup>122</sup> Groupes de discussion et entretiens, Bas-Congo.

<sup>123</sup> Voir chapitre 3.

<sup>124</sup> Entretiens, Kinshasa.

<sup>125</sup> Voir Profil de pays en matière d'égalité des sexes 2009.

<sup>126</sup> Données du ministère de l'égalité entre les sexes, Sud-Kivu.

<sup>127</sup> République Démocratique du Congo, Ministère de la Famille et de l'Enfant, 2013, *Ampleur des violences sexuelles en RDC et actions de lutte contre le phénomène de 2011 à 2012*, p. 20.

<sup>128</sup> Baaz et Stern (2013) *ibid*.

<sup>129</sup> Entretien, Mbanza-Ngungu.

L'ignorance ou la mauvaise interprétation volontaire de la législation nationale ne constitue pas, dans le cas présent et probablement dans d'autres, un obstacle à l'exercice d'un poste à responsabilité, qui inclut la coordination de la sécurité locale et des autorités judiciaires.

Au Sud-Kivu, un certain nombre d'organisations actives dans le domaine de la violence sexuelle sont coordonnées par divers clusters en fonction des secteurs indiqués dans la stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre et dans le plan de mise en œuvre connexe. Certaines organisations interrogées ont déclaré qu'elles étaient engagées dans des activités de prévention, qui consistent essentiellement en activités de sensibilisation, de formation et de défense des droits. Le rôle des hommes dans la prévention de la violence sexuelle et sexiste est de plus en plus reconnu et considéré comme important. Les activités de sensibilisation visent souvent les hommes et les femmes et impliquent les hommes dans la conduite de ces activités. En Équateur, il existe un large fossé en termes d'acteurs locaux qui s'enregistrent comme travaillant sur les problèmes de violence sexuelle et sexiste et ceux qui rendent effectivement compte de leurs activités. Le gouvernement provincial n'a pas inclus de soutien aux victimes de la violence sexuelle et sexiste dans son budget opérationnel<sup>130</sup>. En conséquence, les actions prévues pour la prévention, le soutien multisectoriel (économique, psychosocial, etc.) et le renforcement des capacités des acteurs de la lutte contre la violence sexuelle et sexiste afin qu'ils s'acquittent de leur mission et mettent en place les mécanismes de coordination recommandés n'ont été que très partiellement mises en œuvre.

L'un des concepts qui a émergé des divers entretiens au Sud-Kivu a été la nécessité d'une «nouvelle socialisation» concernant le rôle essentiel que les hommes et les femmes jouent dans cette socialisation, en partant de leur ménage et en s'étendant à la communauté en général. Ce concept reconnaît le rôle important des familles dans l'éducation, et encourage les hommes et les femmes à modéliser un comportement positif. Le concept inclut une répartition plus équitable des tâches ménagères, dont la cuisine, le nettoyage, la répartition de la prise en charge des enfants entre les membres de la famille et l'octroi d'une priorité égale à l'éducation des garçons et des filles<sup>131</sup>.

La plupart des activités traitant de la violence sexuelle sont des *réponses* à la violence sexuelle, et non des efforts visant à *la prévenir*. Elles incluent le renforcement des actions judiciaires intentées pour des crimes qui ont déjà été commis. L'impunité – pour toute une série de crimes affectant les femmes, de la corruption à la violence sexuelle – demeure une sérieuse entrave au développement économique et politique du pays pour l'égalité entre les sexes. Or, le lien entre la poursuite pénale et la dissuasion a toujours été ténu. Poursuivre les auteurs de crimes de violence sexuelle est important en tant que fin en soi et par souci de justice. L'hypothèse selon laquelle les poursuites (en nombre limité) *empêcheront* de futurs crimes reste non prouvée, et est sérieusement contestée par des statistiques en hausse constante.

Les bailleurs de fonds apprécient également le financement du soutien psycho-médical et de l'assistance aux survivants des violences sexuelles. Tout comme les actions en justice, ce sont des interventions importantes et nécessaires en soi. Toutefois, elles ne *préviennent* ni ne peuvent prévenir de futures violations. La violence sexuelle n'est pas un problème de santé mais d'actes commis par des hommes qui ont une incidence non seulement pour les femmes qui en sont victimes, mais aussi pour leur famille au sens large et leur communauté.

<sup>130</sup> Entretien avec le ministère de la santé, des affaires sociales et des relations avec l'assemblée provinciale.

<sup>131</sup> Entretiens, Sud-Kivu.

La prévention, par ailleurs, se limite à la «sensibilisation» ou à la formation aux droits de l'homme au sein des services de sécurité. Or, rien n'indique qu'il y ait un manque de conscience qui amène les hommes à violer, loin de là.

La violence sexospécifique revêt de nombreuses formes en RDC, y compris par le biais de la discrimination à l'égard des personnes qui sont lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, intersexes et queers (LGBTIQ). Dans de nombreuses parties du pays, les personnes LGBTIQ adoptent un profil bas, en se conformant extérieurement à la norme (en étant mariées et en ayant des enfants, par exemple)<sup>132</sup>. Les personnes qui sont LGBTIQ ou qui sont perçues comme telles seraient souvent rejetées par leur famille, agressées, violées et menacées. Les répondants suggèrent que les personnes lesbiennes et transgenres sont particulièrement exposées aux violences sexuelles. Peu d'organisations travaillent ouvertement à la protection des droits des personnes LGBTIQ et les membres de ces organisations sont stigmatisés et souvent accusés de promouvoir l'homosexualité. À Bukavu, sept membres d'une organisation auraient été victimes d'arrestation arbitraire, de violence sexuelle et de menaces de mort, au point que le président de l'organisation a fui à l'étranger<sup>133</sup>.

Actuellement, il n'existe pas de législation régissant l'activité homosexuelle. Un projet de loi qui pénaliserait les actes homosexuels est en cours de préparation; la discussion et l'adoption de cette loi renforceraient probablement la discrimination à l'égard des personnes LGBTIQ, ou des personnes perçues comme telles, exacerbant le mauvais palmarès du pays et sa mauvaise image en matière de protection des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne la violence sexuelle et sexospécifique.

Enfin, sur une note positive, il semblerait que la mutilation génitale féminine en Équateur, où elle a été pratiquée dans le passé, soit en net déclin, étant donné que la population locale a été éduquée de façon efficace à percevoir son impact sanitaire, social et économique<sup>134</sup>.

## Recommandations

Les efforts pour réduire la discrimination sont repris dans toutes les recommandations qui précèdent. En outre, les bailleurs de fonds devraient:

- concentrer leurs efforts pour mettre un terme à la violence des hommes à l'égard des femmes et des hommes en mettant en exergue l'intervention des hommes tant dans les crimes qui sont commis que dans la cessation de ceux-ci. La sensibilisation n'est manifestement pas suffisante;
- exiger des fonctionnaires publics qu'ils fassent preuve de compétence et d'intégrité, y compris en ce qui concerne la compréhension et l'application de la législation nationale en matière de discrimination et de violations, en tant qu'élément fondamental de toute aide au développement;
- soutenir les projets qui présentent des modèles de masculinités positives, y compris à l'école, ce qui pourrait contribuer à prévenir la discrimination et la violence à l'avenir.

---

<sup>132</sup> Entretiens, Kinshasa.

<sup>133</sup> Groupes de discussion, entretiens, Sud-Kivu.

<sup>134</sup> Entretiens, Équateur. Cela n'a pas été identifié comme un problème au Sud-Kivu ou au Bas-Congo.



© International Alert

## Conclusions: Défis pour l'égalité des sexes

Ce dernier chapitre du Profil du pays en matière d'égalité de genre présente des conclusions transversales sur les défis pour l'égalité entre les sexes, tirées de l'analyse présentée ci-dessus, et formule des recommandations pour les relever. Comme mentionné au début de ce rapport, la présente étude n'a pour intention que d'identifier les problèmes et tendances clés à traiter.

### 1. Que se passe-t-il? Les statistiques, leur absence et leur utilisation

Il est notoirement difficile d'obtenir des données statistiques fiables en RDC, la plupart s'appuyant sur les mêmes ensembles (incomplets) de données ou collectant leurs propres sources de données. Les statistiques relatives à la violence domestique ou sexuelle sont difficiles dans n'importe quel contexte, mais le sont peut-être plus encore en RDC qu'ailleurs.

À l'évidence, et ce pour de nombreuses raisons, les données démographiques fiables constituent un besoin urgent en RDC. Toutefois, l'utilisation de données, quelle que soit leur fiabilité, est problématique du point de vue de l'égalité entre les sexes. Les chiffres peuvent indiquer combien de femmes ont participé aux activités ou subi des interventions médicales et peuvent démontrer une inégalité. Toutefois, la mesure dans laquelle les chiffres peuvent démontrer des changements qualitatifs dans la vie des femmes est limitée. Malgré cette contrainte, tant les bailleurs de fonds que les ministères et les ONG semblent s'appuyer sur des données numériques pour tenter d'établir l'existence d'un changement qualitatif. Cela peut être dû à l'«incitation paradoxale à la présentation de rapports» commune à ces organisations. Les évaluateurs sont incités à présenter des progrès, non à identifier les problèmes ou les échecs. Il en résulte une image exagérément optimiste du succès des interventions, qui n'a guère ou pas de rapport avec les circonstances sur le terrain, mais qui continuent d'orienter la prise de décisions politiques et la conception des programmes, et le cycle de continuer<sup>135</sup>.

### 2. Qui sont «les femmes congolaises»?

Différentes personnes de différentes régions, tribus, religions et organismes utilisent différentes définitions de la «femme». Face à cela, les populations rurales, hommes et femmes, définissent les «femmes» en termes de reproduction, qu'elles soient mariées ou non et qu'elles soient mères ou non, tandis que le personnel des agences internationales a plutôt tendance à décrire les femmes en termes juridiques, comme étant des adultes de sexe féminin, c'est-à-dire des personnes de sexe féminin de plus de 18 ans. En principe, cette seconde définition devrait permettre une définition plus large et plus nuancée de la féminité. Un manque de clarté quant à savoir qui sont les femmes et les filles présente des problèmes de compréhension de leurs différents besoins ou attentes, et des programmes et politiques qui sont conçus pour qu'elles en bénéficient.

La plupart des femmes (et des hommes) sont pauvres et c'est cette vision des femmes qui domine les agendas national et international en RDC. Les acteurs externes semblent faire peu d'efforts pour comprendre la façon dont le pouvoir s'exerce en RDC, la façon dont les Congolais se régissent mutuellement et quels sont les rôles des institutions étatiques et non étatiques. Comprendre ces systèmes «néo-patrimoniaux» – et les rôles des femmes au sein de ceux-ci – contribuerait vraisemblablement à une meilleure politique et programmation.

L'image de la femme pauvre domine; or on sait peu de choses sur les femmes qui acquièrent le pouvoir, qu'il soit économique ou politique. Comprendre les façons dont les femmes acquièrent, maintiennent, exercent et perdent le pouvoir est un élément qui fait défaut, tout comme le sont les réalisations des femmes. Les robots roulage intelligent à Kinshasa et Lubumbashi ont attiré l'attention internationale

<sup>135</sup>Entretiens, Kinshasa.

– et ils sont conçus par une femme. Les acteurs nationaux et internationaux manquent d'esprit critique ou d'engagement lorsqu'ils émettent des suppositions et dans la façon dont ils perçoivent les «femmes congolaises», leurs besoins et leurs priorités et en parlent.

Les recherches pour le présent rapport suggèrent les conclusions suivantes quant à la façon dont les femmes sont perçues et traitées en RDC, dans le cadre du présent rapport.

#### **a. Des objets de charité, non des titulaires de droits**

En relation étroite avec l'image dominante des femmes victimes, pauvres et sans pouvoir, les femmes semblent être davantage traitées comme des objets de charité et non comme des titulaires de droits. Cela se reflète dans une tendance à privilégier les mesures palliatives plutôt que les mesures préventives, notamment en cas de violence sexuelle. Dans les soins de santé, l'accent est placé, de façon écrasante, sur la santé génésique des femmes, non sur leur santé et leur bien-être en général. L'accent placé sur la santé génésique n'est en aucune façon compensé par la promotion des droits génésiques des femmes ou du fait qu'elle est maîtresse de son propre corps. Ce déséquilibre suggère que le gouvernement et les bailleurs de fonds améliorent (de façon marginale) le sort des femmes, mais sans changer le statu quo.

Tout comme avec l'aide au développement de façon plus générale, le gouvernement bénéficie des programmes d'aide au développement dirigés par des agences ou des ONG proposant des soins de santé, l'éducation, les services d'urgence pour les enfants des rues et les conseils juridiques. Ce sont des fonctions fondamentales de l'État, qui est responsable du bien-être de ses citoyens. Le danger spécifique réside dans le fait que ces fonctions restent accessoires: le gouvernement ne s'y oppose pas mais n'y consacre aucune ressource et ne s'engage pas davantage. Une fois le bailleur de fonds parti, le projet tarit. Les programmes d'une importance particulière pour l'égalité entre les sexes doivent dès lors s'accompagner d'engagements politiques solides afin d'améliorer les chances d'un changement systémique.

#### **b. Les femmes sont responsables des inégalités entre les sexes**

Bien que généralement de façon implicite plutôt qu'explicite, une bonne part du discours sur l'égalité hommes-femmes et les hypothèses qui sous-tendent la programmation tendent à rejeter la faute des inégalités entre les sexes sur les femmes. En tant que mères, les femmes sont responsables de l'éducation de leurs enfants, y compris – ou essentiellement – de leur éducation morale. Les femmes sont dès lors – poursuit l'argument – les principales responsables et victimes de la discrimination culturelle et sociale à leur encontre<sup>136</sup>. «Nous apprenons à nos fils à violer»<sup>137</sup>. Les femmes et les hommes critiquent les femmes parce qu'elles ne manifestent pas leur solidarité à l'égard des autres femmes, en votant pour elles parce qu'elles sont des femmes lors des élections, ou en aidant les autres femmes ou en privilégiant les «questions de femmes» une fois qu'elles sont au sein d'une institution. Les femmes n'ont pas accès à leurs droits car elles les ignorent.<sup>138</sup>

---

<sup>136</sup> Groupes de discussion, Bas-Congo.

<sup>137</sup> Activiste, Kinshasa.

<sup>138</sup> Groupes de discussion, Bas-Congo, Kinshasa.

### c. Le fardeau de l'égalité des sexes

Les difficultés économiques signifient que de nombreuses femmes travaillent dur toute la journée, prennent soin de leurs enfants et de leur ménage en s'accordant peu de repos et – de surcroît – sont supposées se mobiliser, «s'impliquer» dans leurs communautés, assumer les charges, et ce avec peu ou pas d'aide. Une fois que les femmes obtiennent ne serait-ce qu'un minimum de pouvoir, notamment au sein des institutions publiques, elles sont supposées être plus compétentes que leurs homologues masculins, résister à la corruption et faire preuve de solidarité envers les autres femmes. Les attentes dont les femmes font l'objet sont tout simplement trop élevées et leurs efforts ne peuvent qu'être voués à l'échec.

Les femmes contribuent au développement de la RDC de façons très variées. Les «robots roulage intelligent» de Kinshasa, célèbres au niveau mondial, par exemple, ont été conçus par l'ingénieure Thérèse Kirongosi

### 3. Absence d'appropriation et de priorisation de la problématique du «genre»

Il n'y a pas de débat ou de compréhension commune du «genre» en RDC. Le terme est utilisé différemment par différents acteurs et agences, et le manque de clarté brouille la prise de décision et sème la confusion dans la programmation. Le nombre d'acteurs qui font valoir qu'ils travaillent sur «l'égalité entre les sexes» semble avoir augmenté, et est assurément élevé. Toutefois, bon nombre semblent dépourvus des capacités ou des stratégies permettant d'améliorer les relations entre les sexes (voire d'une compréhension de ce que l'égalité entre les sexes implique). Le fait de compter des femmes parmi les participants à un projet est considéré comme suffisant, sans examiner si les politiques ou les programmes ont changé – pour le meilleur ou pour le pire – les conditions socio-économiques des femmes, l'exercice de leurs droits civiques, sociaux, politiques et fondamentaux ou l'accès aux services.

Populaire au niveau des sièges dans l'hémisphère nord, la notion de «genre» a fréquemment perdu sa signification au moment de sa mise en œuvre. Au niveau national, les politiques sont transmises de Kinshasa dans les provinces mais sans les budgets ou capacités connexes pour leur mise en œuvre.

Le «genre» tend à être un accessoire, et est rarement pleinement intégré dans la prise de décisions politiques ou la conception de programmes (en dehors du fait de compter des bénéficiaires féminines). Dans deux des domaines sectoriels traités par le présent rapport, cela présente une sérieuse difficulté. En l'absence d'une prestation efficace par l'État de services de base tels que la santé et l'éducation, les acteurs non étatiques pourraient s'avérer indispensables pour la prestation des services. Les normes en matière de genre que ces acteurs non étatiques, souvent des églises ou des groupes religieux, maintiennent par la (non-)fourniture de services risquent d'agir directement de façon à perpétuer la discrimination contre les femmes et les filles, en supprimant leurs opportunités et aspirations.

**Assimiler le «genre» à la violence sexuelle est préjudiciable.** Réduire le «genre» et même la violence sexospécifique à la violence sexuelle sape les efforts visant à promouvoir l'égalité entre les sexes et à mettre un terme à la violence des hommes. La plupart des projets conçus pour «traiter» la violence sexuelle sont des réponses aux conséquences de la violence des hommes et ne cherchent pas à la prévenir. Le message des acteurs nationaux et internationaux semble dès lors être qu'ils essaieront d'atténuer la souffrance de (certaines) femmes isolées mais non de protéger les droits des femmes dans leur ensemble et d'empêcher la violation de ces droits. Les femmes peuvent recevoir la charité, si elles ont de la chance. Toutefois, il serait préférable qu'elles soient traitées pour ce qu'elles sont:

des citoyennes avec des droits que le gouvernement, à titre principal, et la «communauté internationale», de manière indirecte, sont **obligés** de protéger.

#### **4. Paramètres intégrés pour les femmes**

Il est frappant de constater à quel point la plupart des programmes conçus pour traiter la problématique du genre sont étayés par des hypothèses claires du comportement féminin approprié. Les filles sont éduquées, avec le soutien international, pour devenir des esthéticiennes ou des couturières. De nombreuses OSC forment d'innombrables filles pour qu'elles deviennent des couturières, par exemple, sans analyser si l'économie locale peut les supporter.

Dans un pays qui a désespérément besoin de professionnels de santé et d'enseignants qualifiés, sans parler de plombiers, de maçons, d'ingénieurs, de fonctionnaires, de comptables et de juristes, le système éducatif et les projets bénéficiant d'un soutien international semblent conçus pour éteindre les aspirations des femmes et des filles au lieu de les encourager.



## Recommandations générales

Les recommandations suivantes suggèrent des façons dont le gouvernement et les bailleurs de fonds peuvent lutter contre les tendances identifiées ci-dessus.

### 1. Imaginer «les femmes» en RDC: rendre publics les rôles des femmes en RDC

Les stéréotypes omniprésents concernant les femmes et la discrimination à leur rencontre représentent un défi majeur pour l'égalité entre les sexes. Les femmes et les filles ne se voient pas accorder autant de valeur que les hommes et les garçons. Pour que cela change, les leaders politiques, sociaux et religieux devraient organiser et promouvoir un débat public sur l'éventail des rôles positifs que les femmes et les filles jouent aujourd'hui en RDC, ainsi que promouvoir le développement national, dans et au-delà des sphères du comportement féminin approprié. Le travail des femmes, dans leurs secteurs, devrait bénéficier d'une meilleure promotion, en attirant l'attention non seulement sur ce que les femmes peuvent faire mais aussi sur ce qu'elles font déjà.

### 2. Considérer la femme dans son ensemble: concevoir des politiques «de genre»

- Le ministère du genre, le groupe de travail thématique sur l'égalité des sexes et les bailleurs de fonds concernés devraient entamer une **discussion au niveau stratégique sur ce que l'égalité entre les sexes** signifie concrètement en RDC.
- Les acteurs internationaux devraient clarifier leurs propres politiques, en commençant par une **auto-évaluation critique** de leurs programmes. Ceux-ci sont-ils conçus pour contribuer à améliorer l'égalité entre les sexes, c'est-à-dire renforcer le pouvoir des femmes au sein de la nation et de la société, ou sont-ils de nature palliative, c'est-à-dire destinés à améliorer le sort des femmes et des filles tout en maintenant le statu quo? Les politiques tiennent-elles compte de la femme dans tous ses aspects, ou uniquement de son rôle de mère? Si les politiques/programmes sont destinés à soutenir l'égalité entre les sexes, ils doivent alors être **réexaminés dès la phase de conception** et inclure des **indicateurs nuancés** qui tentent de mesurer le changement, non les chiffres.
- Étant donné le grand nombre d'acteurs qui travaillent, ou prétendent travailler, sur les «questions de genre», les bailleurs de fonds devraient procéder à des exercices de cartographie intelligente des acteurs dans les provinces spécifiques, qui incluent une évaluation qualitative des objectifs et des résultats des acteurs, conformément à l'auto-évaluation décrite ci-dessus.
- Les bailleurs de fonds devraient **examiner minutieusement les normes en matière d'égalité entre les sexes des bénéficiaires de l'assistance**, en particulier ceux qui fournissent les services, afin de s'assurer qu'ils ne perpétuent pas la discrimination.
- Les bailleurs de fonds devraient fonder leurs programmes sur des **recherches solides** et non sur des hypothèses concernant les structures de pouvoir en RDC, la façon dont les femmes acquièrent, conservent, utilisent et perdent le pouvoir.

### 3. De l'exclusion à l'intégration

Les bailleurs de fonds doivent soutenir et contrôler l'intégration des femmes et les «questions de femmes» au sein des institutions et de la société civile, en contribuant progressivement à mettre un terme à la séparation et à l'exclusion des femmes et des «questions de femmes» du processus décisionnel.

#### 4. L'«égalité des sexes» est politique, non technique

Pour être couronnée de succès, la promotion de l'égalité entre les sexes est un comportement politique systématique. L'offre d'une éducation ou de soins de santé pour les femmes et les filles, par exemple, constitue une assistance humanitaire nécessaire. Si ces interventions ne sont pas encadrées comme faisant partie d'un engagement politique continu pour promouvoir un changement systémique afin que les femmes et les filles puissent accéder aux services auxquels elles ont droit d'office, il existe un risque que ces femmes et ces filles soient traitées comme des objets de charité, non comme des titulaires de droits.

#### 5. Exiger l'intervention des hommes

Un aspect frappant des travaux en matière de «genre» en RDC est la faible mesure dans laquelle l'intervention des hommes est traitée dans les politiques et les programmes. Les femmes sont supposées acquérir des compétences et exercer de nouvelles professions, revendiquer leurs droits, travailler toute la journée et prendre soin de leur famille. Les hommes sont absents du discours.

Le gouvernement et les bailleurs doivent considérer ce qui suit comme des priorités:

- **L'éducation sexuelle pour les filles et les garçons:** la grossesse précoce et/ou non désirée ne peut être contrôlée en éduquant uniquement les filles, d'autant plus qu'elles ont si peu de contrôle sur leur propre corps. Les garçons doivent apprendre cela dès leur plus jeune âge et apprendre à assumer la responsabilité de leurs actions.
- **Les hommes doivent assumer la responsabilité de leur famille** en accordant la priorité au budget familial et en adoptant un comportement positif au sein de la famille, y compris en assumant des tâches ménagères.
- **La compétence des hommes doit être prouvée:** tous les titulaires d'un mandat public devraient faire la preuve de leur compétence. Une interprétation erronée de la loi, par exemple, n'est pas acceptable.
- **Les hommes doivent assumer la responsabilité du pays:** les hommes sont les principaux décideurs et progressent déjà dans la société civile pour contribuer à promouvoir l'égalité entre les sexes et mettre un terme à la violence sexuelle; il est temps pour les hommes de se considérer comme mutuellement responsables.
- **La violence des hommes doit prendre fin:** la «sensibilisation» n'a pas mis un terme à la violence sexuelle. Les hommes doivent mettre un terme à la violence commise par les hommes et se considérer comme mutuellement responsables à cet égard.

## Annexe 1: Bibliographie

- Banque Africaine de Développement, Fonds Africain du Développement (2013) République Démocratique du Congo, 2013-2017, Document de stratégie nationale.
- Maria Eriksson Baaz et Maria Stern (2013) *Sexual Violence as a Weapon of War? Perceptions, Prescriptions, Problems in the Congo and Beyond*, Zed Books avec Nordiska Afrikainstitutet.
- Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme (BCNUDH) en République Démocratique du Congo, (2014) *Progress and obstacles in the fight against impunity for sexual violence in the Democratic Republic of the Congo*
- Laura Davis (2009) «Small steps, large hurdles: the EU's role in promoting justice in peacemaking in the DRC' Initiative for Peacebuilding».
- Laura Davis (2013) «Power shared and justice shelved: the Democratic Republic of Congo» dans *The International Journal of Human Rights*, Vol. 17 n° 2, février 2013.
- Délégation de l'Union Européenne (2013) *Appui au Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant en RDC. Etude d'analyse organisationnelle et institutionnelle. Contrat n° 2012/301648 Rapport Final Avril 2013.*
- DFID (2012) *Women and Girls in the Democratic Republic of Congo: rapid national situation assessment--- Women and Girls in Kinshasa - Rapid Provincial Level Situation Assessment.*
- Nynke Douma et Dorothea Hilhorst «Fonds de commerce? Sexual violence assistance in the Democratic Republic of Congo» 2012.
- *Rapport de supervision, Rome: FIDA, Division Afrique de l'Ouest et du Centre.*
- Fonds International de Développement Agricole (FIDA), (2013) *République Démocratique du Congo: Programme de Relance Agricole dans la Province de l'Équateur (PRAPE).*
- GAPS UK (2009) Liste de monitoring mondial pour les Femmes, la Paix et la Sécurité: La République Démocratique du Congo.
- Gouvernement de la RDC (2006) *Province de l'Équateur, Document de Stratégie de la Croissance et de la Réduction de la Pauvreté*  
*(2009) Plan d'Action de la Stratégie Nationale de Lutte contre les violences basées sur le genre*  
*Stratégie Nationale de Lutte contre les violences basées sur le genre (SNVBG)*  
*(2011) Enquête par grappes à indicateurs multiples MICS-2010 Rapport Final*  
*Rapport national genre 2011*  
*(2012) Programme d'action du Gouvernement 2012-2016*  
*(2013) «Plan d'action du Gouvernement de la République Démocratique du Congo pour l'application de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies»*  
*(2013) Stratégie Nationale de la Planification budgétisation sensible au genre*  
*(2013) Stratégie Nationale d'intégration du Genre dans les politiques et programmes*  
*(2013) Ministère de la Famille et de l'Enfant, Ampleur des violences sexuelles en RDC et actions de lutte contre le phénomène de 2011 à 2012*

- Jérôme Gouzou, Maria Eriksson-Baaz et Anna-Maria Olsson (2009) *Gender Country Profile: the Democratic Republic of Congo* Stockholm: Indevelop-IPM.
- Gouvernement de la RDC et UE (projet) «*Baseline: Initiative pour lutter contre les Violences Basées sur le Genre (Kinshasa, Bandundu)*»
- Hannah Poole Hahn, Karen Hayes et Azra Kacapor «*Breaking the Chain Ending the supply of child-mined minerals*».
- Human Rights Watch, «DR Congo: Arrest Candidate Wanted for Mass Rape», 2 novembre 2011, <http://www.hrw.org/news/2011/11/02/dr-congo-arrest-candidate-wanted-mass-rape>
- IFC/WB (2013) «*Gender Legal Assessment in the Democratic Republic of Congo*»
- International Development Association, International Finance Corporation et Multilateral Investment Guarantee Agency (2013) *Country Assistance Strategy for the Democratic Republic of Congo*
- Discours du président Joseph Kabila devant le Congrès le 23.10.2013
- Kuntala Lahiri-Dutt (ed) (2011), *Gendering the Field Towards Sustainable Livelihoods for Mining Communities*
- Claire Lauterbach et Elaine Zuckerman (2013) WIDER Working Paper No. 2013/017 *Assessing the effectiveness of World Bank investments: The gender dimension*
- Fodié Maguiraga, Luisa Ryan, Isabelle Turcotte et Lombardo, Bridget. 2012. A Gender Analysis in the DRC. Integrated Health Project.
- Annie Matundu Mbambi (wilpf drc) et Marie-Claire Faray-Kele (uk wilpf) *Gender inequality and social institutions in the D.R.Congo*, avril-décembre 2010.
- Ministère du genre, Rapport national sur l'égalité entre les femmes
- Catherine Odimba, Paul Robain Namegabe et Julienne Baseke Nzabandora (2012) *La participation des femmes dans les processus de paix et la prise de décision politique en République Démocratique du Congo*, International Alert
- ONU Femmes (2010) *Women's Participation in Peace Negotiations: Connections between Presence and Influence*
- PACT Women in Artisanal Mining in the Democratic Republic of Congo <http://blogs.worldbank.org/energy/extractive-industries-fragile-settings-present-opportunities-and-risks-women>,
- PNUD (2009) *Profil résumé pauvreté et conditions de vie des ménages*
- Programme d'Appui à la Réforme de la Justice (PARJ), (2014) *Etude sur la féminisation de la magistrature en République Démocratique du Congo, ou comment définir une politique de parité dans la magistrature*
- Programme National de Santé de la Reproduction (PNSR), (2010) *Rapport annuel*, Kinshasa
- Projet des Systèmes de Santé 20/20, *Rapports Nationaux de Santé 2008-2009. Résumé exécutif*, Bethesda, MD: *Projet des Systèmes de Santé 20/20*, Abt Associates Inc.
- Sharanjeet Parmar 2013 *Women's agenda key to stabilizing eastern Congo*, Central African Forum, African Arguments, disponible à l'adresse

<http://africanarguments.org/2013/08/19/women's-agenda-is-key-to-stabilising-eastern-congo---by-sharanjeet-parmar/>

- Sonke Gender Justice/PROMUNDO (2013) *Gender Relations, Sexual Violence and the Effects of Conflict on Women and Men in North Kivu, Eastern Democratic Republic of Congo*  
UN (2013) *Concluding observations on the combined sixth and seventh periodic reports of the Democratic Republic of the Congo CEDAW /C/COD/CO/6-7 (2013) «Plan-cadre de Nations Unies pour l'assistance au développement – UNDAF 2013-2017»*
- UNICEF, Mapping of Family Planning and Mother-to-child Transmission Prevention Interventions and Actors, 2011 et 2012
- USAID (2012) *A Gender Analysis in the Democratic Republic of Congo – Integrated Health Project*

## **Annexe 2: Liste d'organisations rencontrées pour des entretiens**

L'équipe a conduit des entretiens avec au total 210 individus ainsi que 9 focus groupes à Kinshasa, au Bas Congo et dans l'Equateur.

L'équipe a rencontré les parties prenantes suivantes pour des entretiens supplémentaires:

À Kinshasa:

1. L'Ambassade de la Belgique
2. L'Ambassade de la Suède
3. DFID
4. L'Ambassade des Pays-Bas
5. MONUSCO
6. Carter Center
7. Expert indépendant 1 (Droits Humains)
8. Expert indépendant 2 (Justice)
9. Expert indépendant 3 (Elections)
10. Expert indépendant 4 (Genre)
11. Ministère du Genre, de la Famille et des Enfants
12. Programme pour la Reforme de la Justice (PARJ)
13. Oxfam GB
14. Si Jeunesse Savait
15. UNICEF
16. L'Agence Belge de Développement
17. WILPF DRC
18. USAID
19. Min Honoraire de la Condition Féminine
20. Fond pour les Femmes Congolaises
21. War Child UK

Au Bas Congo (en supplément aux focus groupes):

22. Administration de la District des Cataractes
23. Administration locale Madimba
24. EFMEV
25. Hôpital St Luc (Kisantu)

À Bukavu:

26. Assemblée provinciale, Bukavu
27. SARCAF
28. Division Provinciale du Genre de la Famille et de l'Enfant du Sud Kivu
29. Observatoire de la parité en DRC
30. Mwamikazi Baharanyi Esperence
31. Ministère de la Santé, du genre, de la famille, de l'enfant et des Affaires humanitaires
32. Division provinciale des Affaires sociales
33. Parti politique PCP
34. Parti politique MSR (Mouvement social pour le renouveau), et TGD (Tous le genre et le développement),
35. UNHCR
36. L'Administrateur services sociaux et communautaires
37. UNFPA
38. MONUSCO, DDRR
39. UNICEF
40. International Alert

41. Life and Peace Institute
42. Fondation Cordaid
43. IFDP Innovation et Formation pour le Développement et la Paix
44. ICCO Coopération
45. CAUCUS des femmes
46. COFAS (Conseil des Organisations des Femmes Agissant en Synergie)
47. Pour CDJP (le comité diocésain pour la justice et la paix )
48. CAFCO Cadre permanent de Concertation des Femmes Congolaises
49. Rainbow Sunrise Mapambazuko RSMAPEF (Association pour l'entrepreneuriat féminin)
50. OGP
51. Réseau d'Innovation Organisationelle (RIO)
52. Vday organisation

Dans l'Équateur:

53. Division Provinciale des Affaires sociales, Equateur
54. Division Provinciale du genre, famille et enfant, Equateur
55. Division Provinciale de la Justice et Garde des Sceaux, Equateur
56. Division Provinciale des droits humains, Equateur
57. Coordination Provinciale de la Nouvelle Société Civile
58. Ministère de la Sante, Affaires sociales et relations avec le parlement
59. Maison de la femme
60. UNICEF-Bureau provincial Equateur
61. UNHCR-bureau de Mbandaka
62. Division provincial du genre, famille et enfants
63. Police Spéciale de la protection des enfants et de la femme
64. MONUSCO Unité des droits de l'homme
65. Ministère du genre, enfants, Media, nouvelles technologies de l'information et porte-parole du gouvernement provinciale
66. Association pour la protection et l'encadrement des enfants-APEE
67. Collectif des femmes de l'Equateur-COLFEQ
68. Réseau d'encadrement des pygmées de l'Equateur- REPEQ
69. Les AIGLONS asbl
70. Service genre du territoire de Bikoro
71. Hôpital Général de référence de Bikoro
72. Collectif des Femmes de l'Equateur- COLFEQ
73. Zone de Santé de Lolanga Mampoko



République Démocratique du Congo - RDC  
**Profil du pays en matière d'égalité de genre 2014**

